



Hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

[www.monde-libertaine.fr](http://www.monde-libertaine.fr)

ISSN 0026-9433

2€

« Si un maître ne peut pas se passer de son esclave,  
lequel des deux est un homme libre ? » Albert Camus

**Les députés s'amuse**

**Les patrons salivent**

**Les travailleurs  
trinquent !**



Après les attentats perpétrés par les frères Kouachi d'un côté, et Coulibaly de l'autre, les médias ont mis le paquet pour nous montrer combien nous aimons notre police. Jusqu'à embrasser des CRS pendant la manifestation du 11 janvier 2015. Touchant. Sûr que Rémi Fraisse aurait voulu lui aussi pouvoir déclarer son amour aux forces de l'ordre. Malheureusement, il est indisponible depuis quelque temps. Par la faute d'une grenade. Au fait, elle passe quand en jugement la grenade ? Pendant ce temps, notre président offre ses bons services pour tenter de mettre fin au conflit en Ukraine. C'est vrai, la guerre, c'est pas bien. Afrique, Moyen-Orient, Afghanistan, plan Vigipirate, on voit des uniformes français partout. Jusqu'à la nausée. Mais nous, c'est pour la bonne cause, pour porter la civilisation sous toutes les latitudes. Et puis, pour nos dirigeants, rien de mieux que d'appeler à l'union nationale pour faire grimper les sondages. Esprit du 11 janvier es-tu encore là ? Nos politiciens ont besoin de toi.

## Actualité

**Loi Macron : nous n'avons pas su...** par T. Vial, page 3

**L'arme de la caisse de grève,** par P. Iossipovitch, page 4

**Météo syndicale,** par F. Kater, page 6

**Passé au présent,** par R. Pino, page 7

**L'ex-sinistre des Étranges affaires,** par J.-D. Gautel, page 8

**Ça féraille dur,** par Justhom, page 9

## International

**Italie : la communauté d'Urupia,** par T. Venturelli, page 10

## Arguments

**De la folie très raisonnable (2/2),** par A. Bernard, page 12

## Histoire

**Les députés, ces agents commerciaux,** page 15

## À lire

**Occuper Wall Street,** par L. Fraile, page 17

**Ces Amériques anarchistes,** par M. Antony, page 18

**Interview de Pef,** par L. Warot, page 20

## Le mouvement

**Le groupe Salvador-Seguí de la FA,** page 21

## Illustrations

**Krokaga, Miss Lilou**

### Tarifs

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n<sup>os</sup> hebdomadaires, 1 n<sup>o</sup> hors série

6 mois, 18 n<sup>os</sup> hebdomadaires, 2/3 n<sup>os</sup> hors série

1 an, 35 n<sup>os</sup> hebdomadaires, 5/6 n<sup>os</sup> hors série

### France et étranger

○ 25 €

○ 50 €

○ 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

**Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08**

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

### Bulletin d'abonnement

#### Abonnement de soutien

1 an ○ 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, abonnement annuel à 53 euros. Gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX) Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

# Nous n'avons pas su...



LA LOI MACRON aura donc eu chaud au derrière, obligeant le Premier ministre, Manuel Valls, à recourir au fameux article 49-3 pour la faire passer (rappelons que ledit article permet d'envoyer une loi directement au Sénat, sans validation par l'Assemblée nationale). Les prétendus « frondeurs » du Parti socialiste seront donc enfin parvenus à foutre les pétaches au gouvernement, sans pour autant, bien sûr, aller jusqu'au bout de leur posture et risquer leur place dans l'hémicycle... Car si ces pseudo-rebelles en costar-cravate avaient été conséquents, s'ils avaient vraiment voulu mettre un terme à la politique économique ultralibérale de Manuel Valls, alors auraient-ils voté la motion de censure du gouvernement, laquelle, adoptée, contraint le président à dissoudre l'Assemblée nationale. Mais les choses ne se sont finalement pas passées ainsi et les moutons noirs – qui restent des moutons – sont rentrés dans le rang, laissant le vote de la motion de censure à la droite – UMP et UDI –, qui ne parvint pas à réunir les 289 voix nécessaires (tout juste en obtint-elle 234).

Acculé, le ministre de l'Économie aura quand même été jusqu'à invoquer les chômeurs pour défendre son projet de loi et justifier l'utilisation, par Manuel Valls, de l'article 49-3. Ainsi, le 19 février dernier,

sur le plateau de BFMTV le sémillant Emmanuel Macron a-t-il déclaré, sans sourcilier : « Si j'étais chômeur, je ne serais pas déçu de ce qui s'est passé hier, au contraire. » Mais cette déclaration n'a pas été, bien sûr, sans une stigmatisation des sans-emploi, l'ancien banquier toujours millionnaire précisant : « Si j'étais chômeur, je n'attendrais pas tout de l'autre, j'essaierais de me battre d'abord ! » Une habitude, décidément, au gouvernement « socialiste », qui à travers des déclarations outrancières de François Rebsamen, le ministre du Travail, avait déjà tapé sur les chômeurs.

Certes, cette mascarade parlementaire nous concerne bien peu, les bisbilles entre députés ne nous ayant jamais vraiment intéressés. Mais l'épisode a tout de même le mérite de nous rappeler – on ne peut plus clairement – le rôle de défenseur des intérêts du capital de l'État, lequel n'hésite pas à foutre en l'air son précieux simulacre de démocratie – celui qu'il veut de par le monde exporter – quand il s'agit d'adopter des lois comme celle élaborée par Emmanuel Macron, qui sécurise la délinquance du patronat tout en affaiblissant considérablement les droits des travailleurs.

Toutefois, au final, il n'y a rien de bien étonnant dans cette histoire. Rien d'étonnant, en effet, à ce qu'un gouvernement qui

se revendique désormais ouvertement du libéralisme (tout en lui ajoutant le qualificatif de « social ») propose une pareille loi et la fasse passer de force. Rien d'étonnant à ce que la démocratie parlementaire se renie aussi facilement pour valider un tel projet de « réforme ». Rien d'étonnant, non plus, à ce qu'un ministre s'en prenne aux chômeurs, cibles faciles qui n'en restent pas moins de sévères épines dans le pied des politiques économiques et sociales libérales.

Si tout cela est advenu, ce n'est jamais que du fait de notre propre passivité, à nous travailleurs et travailleuses, qui sommes les premiers victimes de cette loi. Une fois de plus, nous n'avons pas su faire barrage, par la lutte, aux ambitions d'un gouvernement aux bottes d'un patronat avide et toujours plus cynique. Alors que la loi Macron était chahutée de toute part, nous n'avons pas su construire un mouvement social solide, nous n'avons pas su désertir nos entreprises pour envahir les rues, laissant la loi Macron être la chose des députés, le jouet de politiciens puériles et hypocrites.

Nous n'avons pas su et, bientôt, nous en ferons les frais.

**Théodore Vial**

Groupe Salvador-Seguí de la FA



# L'arme de la caisse de grève



## Piotr Iossipovitch

Groupe Salvador-Seguí  
de la Fédération anarchiste

**IL SEMBLE FONDAMENTAL** de veiller et de se préparer à ce que l'employeur soit dans l'incapacité de sanctionner et licencier les salariés grévistes. Nous en convenons tous. Mais quand nous sommes suffisamment préparés, comment aider financièrement les grévistes pour être efficace dans les combats syndicaux ? Par une caisse de grève.

Un discours se diffuserait de plus en plus dans la CGT, celui selon lequel mettre en place des caisses de grève serait illégal. On l'entend aussi bien dans des unions locales et départementales que dans des fédérations. Qu'en est-il exactement ? Que dit la loi ? Que dit la jurisprudence ? Quel est l'état des pratiques de secours aux grévistes en France aujourd'hui ?

Il y a un an, un fait d'actualité a permis de faire un premier point sur cette question : le procès de la caisse noire « Epim » (Entraide professionnelle des industries des métaux) de l'UIMM (Union des industries et des métiers de la métallurgie), patronat de la métallurgie. Ce fait est aussi cité par les militants de la CGT qui s'opposent aux caisses de grève préparées. « L'UIMM a été condamnée à cause de sa caisse anti-grève, c'est donc bien illégal. » Tachons d'en tirer le vrai du faux et, surtout, quelques leçons.

## L'Epim

La caisse noire Epim de l'UIMM fut créée en 1972 en réaction à la vague de grèves de 1968. Son but est un appui moral et matériel aux entreprises touchées par des mouvements sociaux. C'est une caisse noire, dans le sens où il s'agit d'une réserve d'argent. Est-elle illicite ? En soi, non. L'UIMM est un « syndicat professionnel ». Son statut est défini par la loi Waldeck-Rousseau de 1884. Cette loi, toujours en vigueur dans le Code du travail avec quelques aménagements, stipule :

« Article L. 2132-6

Les syndicats professionnels peuvent constituer entre leurs membres des caisses spéciales de secours mutuels et de retraites.

Les fonds de ces caisses sont insaisissables dans les limites déterminées par le Code de la mutualité.

Toute personne qui se retire d'un syndicat conserve le droit d'être membre des sociétés de secours mutuels et de retraite pour la vieillesse à l'actif desquelles elle a contribué par des cotisations ou versement de fonds. »

L'Epim est donc une « caisse spéciale de secours mutuel ». C'est en ces termes que le tribunal correctionnel de Paris l'a qualifiée et reconnue le 10 février 2014 lors de son jugement. Elle ne l'a pas condamnée. En revanche,



Denis Gautier-Sauvagnac, ancien président de l'UIMM, fut condamné à une amende de 375 000 euros et à un an de prison ferme pour abus de confiance et travail dissimulé. Autrement dit, pour avoir utilisé des fonds de l'Epim à des fins non prévues par le règlement intérieur de l'UIMM.

Le cas de l'Epim est un cas d'école, c'est peut-être le seul cas de jugement rendu concernant les caisses spéciales de secours mutuel. Denis Gautier-Sauvagnac ayant fait appel, nous en saurons peut-être plus à l'issue de la fin de la procédure.

### Des caisses de grève officielles

Selon le site Rue89, « les syndicats FO et la CFDT disposent chacun d'une caisse de grève nationale, mais seulement pour leurs adhérents. À la CFDT, la « caisse nationale d'action syndicale », qui existe depuis 1974, sert à verser 18 euros quotidiennement aux grévistes adhérents, à partir du troisième jour de grève. À FO, l'indemnité est de 12 euros par jour, dès lors que la grève dure plus de sept jours »<sup>1</sup>.

La caisse de grève de la CFDT est la plus connue de toute. La confédération réformatrice en fait la promotion sur son site. Elle n'a pas hésité à la présenter devant une commission d'enquête parlementaire du lundi 24 octobre 2011 en détaillant son fonctionnement.

« — M<sup>me</sup> Anousheh Karvar (trésorière de la CFDT) : Moins de la moitié de nos réserves est constituée par les réserves de la caisse nationale d'action syndicale. Il s'agit, comme nous vous l'avons précisé, d'un fonds confédéré, qui n'appartient pas à la confédération, mais à l'ensemble de la CFDT. Une part des cotisations alimente directement cette caisse.

— M. le rapporteur : Systématiquement, sur chaque cotisation ?

— M<sup>me</sup> Anousheh Karvar : Oui. Depuis plusieurs années, nous avons une obligation statutaire de constituer des réserves pour permettre à tout adhérent CFDT, à un instant « t », de se mettre en grève pendant dix jours d'affilée et d'être indemnisé par cette caisse.

L'indemnisation est de 18 euros par jour. Multipliés par le nombre de nos adhérents, sur la base de douze cotisations annuelles, cela nous donne un montant global de 100 millions d'euros que nous avons donc l'obligation de constituer. Cette année, nous avons réussi à atteindre ce montant pour pouvoir faire face à une situation certes hypothétique, mais réalisable : mettre tous les adhérents CFDT en grève pendant dix jours sur une année civile. [...]

— M. le rapporteur : Comment cet argent est-il reversé aux adhérents ?

— M<sup>me</sup> Anousheh Karvar : Les syndicats professionnels nous adressent les feuilles de paie sur lesquelles figure la retenue pour la grève, et c'est sur cette base que nous les remboursons ; ensuite eux-mêmes remboursent les sections<sup>2</sup>. »

D'autre part, des caisses de grèves temporaires sont fréquemment mises en place pour soutenir des grévistes. Le conflit de PSA Aulnay nous l'a rappelé en recevant des centaines de milliers d'euros en peu de temps en 2013. Avant cela, l'association Calme-CLT (Collectif pour une alternative au libéra-



lisme) avait créé un portail des luttes sur Internet ([www.solidarites.soutiens.org](http://www.solidarites.soutiens.org)) et s'était fait remarquer aussi.

### Quelle honte pour des structures syndicales dites « de lutte » de se rendre compte que les organisations syndicales réformatrices de France sont les mieux préparées pour soutenir des grèves !

#### Une arme légale à optimiser

Soyons clairs, l'Epim existe toujours, tout comme la Cnas de la CFDT. Le procès de Gautier-Sauvagnac et la commission d'enquête n'ont pas donné lieu à une condamnation de leur existence. Il faut donc tordre le cou au plus vite à cette idée selon laquelle ce serait illégal, c'est tout simplement faux.

De plus, et en conséquence, il paraît urgent de mettre en accord les paroles et les actes. Comment pouvons-nous prôner la grève comme moyen de lutte et principal arme des travailleurs sans nous doter d'une structure de soutien financier aux grévistes.

D'autre part, un constat s'impose. En empêchant ou dissuadant, consciemment ou non, des syndicalistes de mettre en place dans leurs syndicats des « caisses spéciales », on empêche ces organisations de disposer d'une autonomie financière et politique suffisante. On les rend dépendantes des structures plus riches en cas de conflits, vu les dons éventuels qu'elles pourraient faire.

En outre, quelle honte pour des structures syndicales dites « de lutte », « de combat », « révolutionnaires », de se rendre compte que

les organisations syndicales réformatrices de France (mais aussi, voire surtout, d'Allemagne) sont les mieux préparées et organisées pour soutenir des grèves !

Néanmoins, les prestations de la CFDT ne sont versées qu'au troisième jour de grève pour seulement 18 euros par jour. Or, si on considère le smic horaire net à 7,60 euros, qu'une journée « normale » de travail est de 7 heures (trente-cinq heures divisées par cinq jours de travail hebdomadaire), une journée de travail représente 53,20 euros net. Les prestations de la CFDT ne sont donc pas du tout en mesure de permettre une lutte de grande envergure. En conséquence, on sait que mettre en place une caisse de grève est légal. C'est valable pour un syndicat, mais aussi pour une société de secours mutuel, car la grève est légale et demeure un droit constitutionnel. Alors, au-delà des structures interprofessionnelles existantes, pourquoi ne pas mettre en place ou rejoindre une mutuelle qui financerait les jours de grèves et les actions en justice ? Pourquoi ne pas provisionner dans celle-ci une réserve de quinze jours de grèves payés plein tarif ? Pourquoi ne pas fournir une aide aux salariés malades qui rembourserait les pertes dès le premier jour pour soutenir les salariés isolés qui se réfugient chez leurs médecins en l'absence de section syndicale suffisamment forte pour échapper au patron ?

« C'est impossible, cela demanderait trop de volonté et d'effort », direz-vous. Peut-être, mais cela semble incontestablement nécessaire. **P.I.**

1. <http://rue89.nouvelobs.com/2009/06/24/des-dons-pour-les-luttes-sociales-en-un-clic>  
 2. [www.actuelce.fr/\\_Include/ActuelSiteCE/Docs/nts/FCKUpload/file/auditionCFDTPerruchot.pdf](http://www.actuelce.fr/_Include/ActuelSiteCE/Docs/nts/FCKUpload/file/auditionCFDTPerruchot.pdf)

**Je suis «Charlie»**

C'est sans doute ce qu'est venu dire ce grand démocrate qu'est Mohamed VI, roi du Maroc et chantre de la liberté d'expression devant l'Éternel. À moins que sa visite à l'Élysée n'ait eu pour but que de se rabibocher avec la France, en faisant table rase d'une longue série «d'incompréhensions» des diplomaties respectives des deux pays. Ouvrant ainsi une nouvelle ère à la signature d'arrangements et autres juteux contrats. Pour le bien du peuple marocain? Ou pour celui d'un roi possédant toutes les richesses de son pays, mais ayant quand même pris soin de mettre quelques sous de côté sur un compte bancaire qu'il possède en Suisse chez HSBC. Quelques sous? Presque rien, juste 7,9 millions d'euros. Sans doute sa retraite complémentaire.

**Je suis juif**

Et j'ai peur. Je lis dans un quotidien du soir qu'en 2014 il y a eu 1 168 agressions antisémites. Quant aux injures, on ne les compte plus. Du classique «Mort aux juifs!» au très subtil «Adolf n'a pas terminé le travail», il ne fait toujours pas bon appartenir à la communauté juive. Mais heureusement l'article précise que ces chiffres et ces injures concernent le Royaume-Uni. Ouf, me voilà rassuré. C'est pas ici que ça arriverait. Même pas à Vichy.

**Je suis flic**

Enfin une nouvelle série policière se déroulant au 36, quai des Orfèvres. Mais, là, ce n'est pas une fiction. Après la saison 1 et la mise en examens de plusieurs flics pour le viol d'une touriste canadienne dans les sacro-saints locaux du 36 (sur les piles de dossiers?), après la saison 2 et les 52 kg de coke disparus de la salle des scellées de la brigade des stupés, voici la saison 3 avec la mise en examen de Bernard Petit, patron du 36, pour avoir fait fuiter des informations à son ami Christian Prouteau, ex-préfet et ex-chef du GIGN, qui devait être entendu dans une affaire de fraude fiscale, trafic d'influence, corruption... Le tout sur fond d'écoutes téléphoniques. L'arroseur arrosé en somme.

# Météo syndicale



**COMMENT S'ENGUEULAIT-ON** dans la CGT du début du xx<sup>e</sup> siècle? En se traitant de fous, d'irresponsables, de suppôts du patronat? Il y avait du pain sur la planche entre les allemandistes et les anarchistes? Entre ceux qui voulaient faire des congrès communs parti et syndicat pour rassembler les forces sociales, et les nôtres qui préconisaient l'indépendance de l'organisation de classe. L'histoire a oublié la polémique entre Émile Pouget et Keufer, secrétaire de la Fédération française des travailleurs du Livre. L'ancien animateur du Père peinarde devenu responsable de la CGT accusait ni plus ni moins l'ancien typographe de collusion avec le patronat dans des négociations salariales... L'affaire prit de l'ampleur et nécessita des réponses écrites sous forme de brochure (*Les Deux Méthodes syndicalistes. Réformisme et action directe*, au prix de 20 centimes)! On a oublié aussi l'affaire de la Grange-aux-Belles (avant 1906) quand la mairie de Paris avait délogé la CGT de la Bourse du travail de la rue du Château-d'Eau. Pour acheter des locaux dans la voie qui mène du canal Saint-Martin à la place du Combat (aujourd'hui nommée Colonel-Fabien...), Gifhuelles emprunta de l'argent dans la précipitation. D'où une polémique interne l'accusant de mille vilénies et même pire! Malheureusement, les archives précises manquent cruellement. Il n'empêche qu'à la suite de calomnies le camarade Grifhuelles démissionna quelques années plus tard. Complot socialiste avec l'aide de Jouhaux qui rongeaient son frein? Comme pour les sombres jours de la CGTU et plus tard de la CGTSR, les archives ont été brûlées, voire égarées. Les anciens du SUB (Syndicat unitaire du bâtiment) avaient des souvenirs de collections de journaux oppositionnels passés au pilon... mais ils ne sont plus là pour rassembler leur mémoire et témoigner.

Quand la guerre arriva en 1914, tout était en place pour que la «terreur du patronat» fasse patte douce avec l'ensemble de la patrie pour que n'importe plus que la victoire contre la méchante Allemagne. Plus de revendications salariales, rien qu'une chose en tête, aller au front tuer du Boche! Penser comme certains politiques actuels que (toutes proportions gardées, bien sûr, mais!) la chose appelée union sacrée pouvait marcher encore avec l'émotion causée avec le drame de *Charlie Hebdo* montre que les utilisateurs patentés des miroirs aux alouettes ont encore pignon sur rue.

«2015, pour une CGT unie, déterminante et conquérante.» Voilà un slogan pour bien marteler le pavé, mais y aura-t-il aussi la notion d'unité syndicale, liant indispensable pour tout combat? Sur le papier, dans les instances syndicales, tout est déployé pour la grève nationale du 9 avril à l'appel de la CGT, FO et Solidaires contre l'austérité. «Irresponsables» et «immatures» ont été les qualificatifs de la direction socialiste pour celles et ceux qui s'opposaient à l'Assemblée nationale. On se demande quels noms d'oiseaux seront utilisés pour qualifier les syndicalistes de toute obéissance! On a aussi entendu (mais cela nous regarde-t-il vraiment?) que des menaces d'exclusion avaient été brandies contre les moutons noirs du PS. Le camarade Filoche sera-t-il enfin un homme libre? On verra bien si la rue reprend le dessus dans le mouvement social, si le syndicalisme ne se laisse pas une fois de plus lier les mains!

Jean-Pierre Germain  
Groupe Salvador-Seguí  
de la Fédération anarchiste



## Je suis maquereau

Une affaire qui tournait plus que bien: le Carlton de Lille. Ses hommes d'affaires, ses hommes politiques, ses putes et ses proxos (comme pour l'œuf et la poule, on ne sait toujours pas qui est arrivé en premier: le proxénète ou la prostituée). Le procès a le retentissement que l'on sait, notamment en raison de certains de ses protagonistes comme DSK ou l'ineffable «Dodo la Saumure». Ce dernier a pu faire étalage de sa pensée profonde lors des premières audiences. À propos des prostituées qu'il a sous sa coupe, il parle toujours de ses filles, ou les désigne sous le qualificatif de «cheptel». Mais comme il dit, s'adressant au président du tribunal: «J'suis comme ça, j'fais de l'Audiard.» Et c'est lui qui empêche le grisbi. Pas sûr que ça fasse autant rigoler que *Les Tontons flingueurs*.

## Je suis une femme battue

Seulement 37 places d'urgence et 88 places d'insertion. Voilà ce qui est disponible à Paris pour les femmes victimes de violences conjugales. En 2013, plus de 300 demandes d'accueil n'avaient pu être satisfaites. Ça ne semble toujours pas être la priorité des priorités du conseil municipal de la capitale, même si, chaque année, 4 000 faits de ce genre sont signalés à la police (tout en sachant que seules 16 % des victimes portent plainte).

## Je suis sans papiers

Le phénomène s'amplifie: des dizaines de lycéens mineurs sans papiers n'ont aucun domicile fixe. Solutions: certains restent dormir la nuit dans les établissements scolaires qu'ils fréquentent, d'autres sont hébergés dans les locaux de syndicats lycéens, les derniers dorment dans la rue. Si RESF (Réseau éducation sans frontières) s'occupe de la défense des mineurs scolarisés, en ce qui concerne les majeurs, la chasse est ouverte – sans fusils –: pour les autorités les OQTF (obligation de quitter le territoire français) font office de balles.

# Du passé au présent

## THT: INAUGURATION FRANCO-ESPAGNOLE!



«LA RÉPUBLIQUE n'a pas été à la hauteur des espérances.» Ce n'est pas nous qui le disons, c'est Manuel Valls notre Premier ministre bien-aimé. Dans quelles circonstances? A l'occasion de la cérémonie commémorative au Monument aux morts en mémoire de la Retirada. C'était dans l'après-midi du vendredi 20 février à Argelès. Là où se trouvait il y a soixante seize ans, un des nombreux camps de concentration que la République française avait installé à la hâte pour «accueillir» les réfugiés antifascistes espagnols fuyant les troupes franquistes au terme de presque trois années de guerre civile. En guise d'accueil donc, les autorités françaises parquèrent les républicains espagnols sur des plages délimitées par des barbelés, et où seraient bientôt érigés les premiers baraquements construits par les prisonniers eux-mêmes. «La Troisième République n'a pas été à la hauteur des espérances?» Et la Cinquième? Avec les Sans-papiers et les Roms, il en dit quoi notre Valls adoré? Imaginons un peu que dans soixante dix ans un descendant d'entre-eux devienne premier

ministre de la France. Ça donnera quoi? «La Cinquième République n'a pas été à la hauteur des espérances»; il aurait l'air fin notre cher Manuel s'il était encore là pour entendre ça. Ça ne l'empêche pas d'insister sur le «devoir de mémoire et la transmission de l'histoire». Y pensait-il aussi le matin même de ce vendredi 20 février, alors qu'il recevait à quelques kilomètres de là, Mariano Rajoy pour l'inauguration de la très controversée ligne THT. Rajoy, vous savez le premier ministre espagnol, membre du Parti populaire ex Alliance Populaire (où se trouve encore les derniers transfuges de l'extrême droite espagnole adorateurs de Franco). Hier Retirada, réfugiés républicains espagnols dans les camps, aujourd'hui devoir de mémoire, accords avec Rajoy. Sourires et poignées de mains, rien ne change, les discours se terminent toujours de la même façon, à savoir: les affaires sont les affaires.

Ramon Pino

Groupe Salvador-Segui  
de la Fédération anarchiste



# L'ex-sinistre des Étranges affaires refait surface !

**ÉTRANGES AFFAIRES ?** Souvenez-vous d'Elf-Aquitaine, des fringantes frégates de Taïwan ou de ce tout petit riquiqui best-seller de l'époque : *La Putain de la République* (pas de putain sans souteneur, comme dirait DSK) ; sans oublier une sordide histoire de godillots, de gauche, naturellement, à 13 000 francs de l'époque la paire. Et, naturellement, nous n'évoquerons pas Khadafi, Mbongo et autres, pas plus que la douteuse succession de Giacometti, encore moins la très obscure affaire de l'Observatoire. N'empêche que nous sommes encore quelques-uns à avoir la mémoire longue et le sens de l'histoire.

Monsieur Dumas, puisqu'il faut bien le nommer, refait parler de lui, et de belle manière ! Soyons clairs, il ne nous appartient certainement pas, à nous libertaires, de prendre la défense de quelque ministre que ce soit, *a fortiori* si c'est le « premier » ; l'on sait bien que Manuel Valls est le symbole vivant d'une « gauche » qui se renie et cède au chant des sirènes néolibérales ; nous l'avons assez dénoncé en ces colonnes. Mais il y a la manière ! Critiquer la politique d'un homme et d'un parti, c'est une chose. Dire abjectement que cet homme est sous « influence juive », c'en est une autre. C'est le pas que Monsieur Dumas, qui ne se sent pas dans ses petits souliers, n'a pas hésité à franchir. Monsieur Dumas a-t-il voulu suggérer l'influence d'Israël ? Non pas. Celle des banquiers réputés tous juifs, comme chacun croit le savoir ? Pas plus ! Notre Premier ministre est sous l'influence... de sa femme ; (« belle » façon sournoise de la dénoncer comme si c'était un délit ! Beau sujet de réflexion pour le mensuel *Causette*). Le nom, l'origine, la profession de la femme de Monsieur Valls, je ne dirais pas que nous nous en soucions comme de l'an 40, je dirais que cela ne nous concerne pas. Et j'imagine avec déplaisir ce que va devenir sur Internet cette « information » de Monsieur Dumas (pourquoi, diable, est-ce que je persiste à mettre des majuscules ?). Mais bon, peut-être que finalement Monsieur Dumas suggère-t-il implicitement qu'il y a derrière cette influence celle d'Israël et des banquiers réunis ! Serait-ce pousser loin le bouchon que d'y voir quelques remugles antisémites ?

Belle leçon de déontologie, aussi Jean-Jacques Bourdin, de BFM TV, se justifie ainsi : « Si je n'emploie pas ces mots, lui ne va pas les employer, ne pas accepter d'avouer. Moi, je pose une question, je ne



dis pas "Je pense que Manuel Valls est sous influence juive", simplement j'emploie les mots pour que lui accepte de les dire. » L'un cherche le scoop, l'autre le buzz, comme on dit maintenant... Et n'est-ce pas le sociologue Pierre Bourdieu qui parlait de « connivence » ? Et, pendant ce temps, Jeanne-Marine Le Pen en profite pour y aller de sa rengaine. Le FN est tout sauf raciste et antisémite, n'est-ce pas ? Et, pendant ce temps, des petits merdeux incultes vont profaner un cimetière juif ; on s'occupe comme on peut... (Beuhhh, on savait même pas que c'était un cimetière juif, pour nous, le juif, c'est de l'hébreu... de toute façon, on sait à peine lire. Passons...) On parle beaucoup de « porosité », en ce moment. Porosité droite-extrême droite, mais voilà que ladite porosité affecte également la « gauche ». Cela devient plus spongieux que poreux. À chacun de rechercher les affinités de Monsieur Dumas avec Le Pen et ses alliés, elles sont avérées, pour ne pas dire revendiquées. Elles sont faciles à trouver, Monsieur Dumas ayant laissé trace de ses accointances avec Monsieur Le Pen (je dis « Monsieur » parce que, quoiqu'anarchiste, j'ai été bien élevé). Il est facile de trouver une splendide

photo représentant du beau monde : Monsieur M'bala (je ne suis pas assez intime avec ce monsieur pour l'appeler par son prénom), Madame Le Pen, Monsieur Goldschmit, Monsieur Soral et Monsieur Dumas. Bientôt, on va nous ressortir Drumont (si ce n'est déjà fait) et puis, pourquoi pas, le pseudo-Protocole des sages de Sion. Mais n'en disons pas trop, cela pourrait leur donner des idées. Monsieur Dumas, c'est, comment dire ? Le politiquement correctionnel... Condamné, relaxé, condamné... Président du Conseil constitutionnel, qui n'a pas hésité à valider les comptes de campagne d'un certain Balladur, alors qu'il les savait odieusement truqués.

Il y a certes des citoyens qui sont au-dessus de tout soupçon, mais on ne parle jamais assez de ceux qui sont au-dessous. Et qui a dit que Monsieur Dumas était un Talleyrand au petit pied, chaussé Berluti ? Certainement pas moi, en tout cas, je ne me permettrais assurément pas, j'ai trop de respect pour la fonction publique, mais pas nécessairement pour ceux qui, en l'état actuel des choses, prétendent l'incarner.

J.-D. Gautel

# Ça ferraille dur !



**APRÈS LES ATTENTATS** meurtriers du 7 et 8 janvier 2015, les têtes éclairées, les experts en sécurité et en matière de répression des partis politiques et du gouvernement fourbissent leurs armes pour nous concocter «une société sécuritaire.» Ils sont en train de créer tout un climat de psychose et de peur de l'attentat afin de faire accepter à la population toutes les mesures liberticides et anti étrangers. Ce qu'ils craignent le plus, c'est le peuple alors, ils saisissent toutes les occasions pour lui serrer la vis. Ainsi, ils vont transformer le pays en une grande oreille. Ils le couvriront de lieux d'enfermement supplémentaires pourtant il y a en France 192 prisons, apparemment cela n'est pas suffisant! La méfiance va s'installer tout azimut avec ce qui coule de source : la dénonciation de ceux qui ne pensent pas correctement ou qui ont un faciès différent. Les terroristes sont partout. Au fait où est cette «liberté d'expression» dont on a tant parlé et pour laquelle des millions de personnes ont manifesté?

## Vers un État policier

Attention danger le pays est en passe de se vêtir des couleurs «bleue et kaki», l'autorité avance au pas cadencé

Il faut bien dire que ceux qui actuellement détiennent le pouvoir tiennent à le conserver et ceux qui le convoitent mettent tout en œuvre pour le conquérir. Ils font dans la surenchère, les propositions du tout sécuritaire pleuvent comme à Gravelotte. C'est l'escalade. Les hommes au pouvoir gonflent leurs pectoraux, leurs comportements et attitudes sont de plus en plus martiales. Leurs pas sont de plus en plus cadencés.

C'est dans ce contexte que Bruno Lemaire avance chaussé de rangers, cet homme est dangereux.

Certes le bellâtre Bruno Lemaire aspire à remplacer le calife. Il a le regard grave et hautain des gens qui détiennent le savoir et a fortiori l'autorité. Il a les dents longues et pour satisfaire ses mandataires les patrons du CAC 40, il est prêt à toutes les infamies et à étrangler le peuple. C'est ainsi que, lors de sa tournée des popotes «les médias», pour accéder à la présidence de l'UMP. Il fallait le voir assurer à coup de mouvements du menton et l'entendre hausser la voix pour dénoncer le laxisme des socialistes au pouvoir et déclarer qu'avec lui aux affaires, les choses ne se passeraient pas ainsi et suivent ses propositions.

C'est au nom de cette liberté d'expression dont il se fout littéralement que ce grand démocrate se propose de nous tailler des croupières en portant atteinte à nos libertés.

Voici quelques mesures phares qu'il souhaite mettre en place au nom d'un «État régalien fort» :

Le renforcement des moyens policiers.

Le déblocage de plus de moyens pour l'armée.

Le retour au service national (civique ou militaire), obligatoire pendant 6 mois, à l'âge de 18 ou 19 ans.

La construction de nouvelles prisons.

Et dans la foulée, ils proposent de faire émerger un nouveau modèle économique et social où les avancées sociales acquises depuis la libération par les luttes des travailleurs seront détricotées et passées à la moulinette pour laisser la place au tout privé. C'est ainsi que sous sa houlette : tous les services publics jugés rentables seront privatisés.

Les chômeurs verront la durée de leur indemnisation diminuer ainsi que leur montant baisser.

Le code du travail sera simplifié à l'extrême afin de permettre au patronat une

grande flexibilité de l'emploi, les contrats de travail seront individualisés en fonction des besoins du patronat. Il sera mis fin à la jurisprudence, ce qui en clair veut dire qu'il ne sera plus permis aux travailleurs d'ester aux prud'hommes.

Toutes les aides sociales seront assujetties à l'impôt, tous les citoyens devront payer l'impôt.

Le SMIC sera réduit d'un tiers.

Les retraites le système par répartition sera remplacé par un système à point et les retraites du secteur public seront alignées sur le privé.

L'immigration sera contrôlée aux frontières de l'Europe et le droit d'asile sera accordé aux seules personnes en danger dans leurs pays, sic !

Il se propose également de changer les paradigmes de l'éducation nationale en faisant en sorte que 100 % d'une classe d'âge soient orientés vers l'emploi. Il s'agit de satisfaire les besoins du patronat en main-d'œuvre peu qualifiée. C'est évident que l'éducation nationale deviendra un appendice du patronat, une sorte de pôle emploi où, le patronat viendra puiser une main-d'œuvre en échec scolaire qui lui sera livré en pâture.

Sous des allures de gendre idéal, à qui l'on donnerait le bon Dieu sans confession, ce fils de bonne famille n'a de modéré que la manière car sur le fond son programme n'a rien à envier à celui du Front national. On peut constater que cet individu a de la constance dans le raisonnement car lors de l'affaire WikiLeaks il déclarait : «La transparence est une forme de totalitarisme.» Comme tous ces congénères de politocards, cet individu est un homme dangereux.

Justhom

# L'expérience communautaire italienne d'Urupia

**Thea Venturelli**

*Traduit par Sara Gomel*

**URUPIA** est une commune libertaire qui se trouve dans la campagne de la région du Salento, dans les Pouilles, en Italie. Né en 1995, le projet est le fruit de la rencontre entre le groupe des rédacteurs de la revue *Senza Patria* et d'un certain nombre de militants allemands de la gauche radicale. Depuis, la commune est devenue un lieu d'expérimentation, le témoignage qu'une alternative est possible.

Dans cet article, tous les mots qui se réfèrent aux habitants de la commune (les communardes) sont conjugués au féminin. C'est un choix idéologique, contre une langue qui parle presque toujours au masculin.

## Une école pour tous

La commune Urupia fête ses 20 ans en donnant naissance à une école libertaire, dans l'idée qu'une meilleure éducation, antiautoritaire, est nécessaire pour une nouvelle organisation de la société.

La réflexion sur la valeur et sur le sens de l'éducation a toujours été chère au sentir libertaire; non seulement parce que le vécu quotidien de l'être humain – à partir de son enfance – constitue les racines du développement de la personnalité, mais aussi en vertu du lien central entre éducation et pouvoir.

L'idée d'une école à Urupia est née de la conscience que la culture (selon les multiples sens qu'on pourrait donner au terme) et l'éducation concourent de manière déterminante à la construction de l'identité individuelle. Cette réflexion nous a poussées à chercher d'autres possibilités, au-delà des plus connues, et dont nous ne sommes nullement satisfaites.

Bien plus, notre conviction est que la structure diséducative dans laquelle sont formés les femmes et les hommes du futur est

organisée de manière à maintenir et renforcer l'état actuel des choses, avec ses injustices et ses absurdités.

De ce présupposé naît le rapport entre le projet de la commune et celui de l'école: Urupia fêtera ses 20 ans bientôt, vingt ans pendant lesquels nous avons vécu une extraordinaire expérience sociale, dans un laboratoire quotidien d'autogestion, dans lequel nous avons pu donner une forme et mettre en pratique les idéalités de chacun.

Voilà, du coup, à disposition de tous, un lieu concret où expérimenter de nombreuses activités, liées à la campagne (potager, jardins, oliveraies, vignes, verger, mais aussi des laboratoires de transformation comme le four et la cave), une organisation sociale qui fonctionne sur la base de principes de partage économique et de pratiques décisionnelles fondées sur le consensus, sur le dialogue et l'écoute (où l'on n'accorde pas de valeur au principe de majorité).

Le projet appartient à qui le reconnaît comme sien et il s'appuie sur un réseau de contacts, relations et forces qui constituent une possibilité précieuse et variée, avec une riche circulation de savoirs et compétences à disposition.

En tant que communarde, je considère que la très grande valeur d'Urupia réside dans le témoignage qu'une alternative est possible: à chacun de trouver la sienne et de la concilier avec celle d'autrui. Le travail est sans aucun doute long, prenant, et jamais achevé, les repositionnements sont constants et les résultats fluctuants: souvent satisfaisants, parfois médiocres et, de manière occasionnelle, enthousiasmants, fruits d'un parcours qui est une partie de l'objectif à atteindre, et même la partie la plus précieuse.

Nous sommes en effet convaincues que les relations sont déterminantes à la fois dans la pratique autogestionnaire et dans le développement de l'individualité, qui se définit grâce à l'existence et à la successive reconnaissance d'autrui, et peut par-là se développer dans un sens social et solidaire.

## L'importance des petits changements

La motivation profonde qui nous pousse à tenter de donner une nouvelle nuance au parcours de la commune, qui ait pour centre les plus petits, ceux qui commencent à s'ouvrir au monde, est la même qui a donné naissance à Urupia: le désir de changer cette petite partie du monde sur laquelle on pose nos mains et nos pieds, nos cœurs et notre intelligence.

Ce que la commune peut offrir, outre le désir individuel de ceux qui ont choisi de s'engager en première personne dans cette aventure, est la possibilité de bénéficier de ce que nous avons construit dans le temps, non seulement grâce à l'engagement des communardes, mais aussi des amis qui nous ont soutenues et aidées pour que la commune se développe et grandisse.

Cette perspective est nouvelle puisqu'elle prévoit un accroissement ultérieur de l'ouverture de la commune, non seulement parce qu'il s'agit d'un projet ouvert aux enfants du territoire, et donc aux familles, mais aussi parce qu'aux côtés d'une communarde engagée en première personne dans le projet seront présentes, en tant qu'accompagnatrices, deux amies de longue date qui n'appartiennent pas au groupe des communardes. À leurs côtés, il y aura un hôte qui a demandé de participer activement au projet; sa demande a été accueillie avec enthousiasme pour la diversité que sa présence introduit dans le groupe: un



jeune homme aux côtés de trois femmes. La multiplicité des formations, origines et histoires vécues par les accompagnateurs et les accompagnatrices représente une richesse que l'on veut offrir et mettre en valeur.

### Le sens de l'autogestion

De même, il nous semble essentiel de reprendre le parcours autogestionnaire à l'intérieur de l'école, devenue dans notre organisation sociale l'institution qui centre sur soi la tâche éducative et préparatoire à l'entrée en société pour les enfants, garçons et filles : dans cette perspective, il est rare que l'existence de l'école d'État soit mise en discussion, puisqu'elle est généralement identifiée comme la seule école publique, pensée comme garantie des diversités existantes et point de repère pour les communautés.

Bien que cela soit évident – et cet article n'est pas l'occasion d'analyser les limites, les hypocrisies et les problématiques du système scolaire actuel –, l'idée d'un parcours de croissance par l'autogestion est pour nous fondamentale, en vertu de la valeur que l'on reconnaît à l'implication directe des protagonistes, petits garçons et filles, et des adultes qui ont choisi d'y consacrer leur temps, leur énergie, leurs pensées et, bien que ce soit rhétorique, leur amour.

La communauté éducative qui vient à se constituer se fonde sur un intérêt réciproque pour une croissance sociale collective, dont le noeud central est le développement de la personnalité de chaque individu (et les adultes ont le même désir... puisqu'on ne finit jamais d'apprendre) : un contexte qui invite à découvrir et à faire l'expérience de ses talents, où la réalisation de ses désirs n'est pas en conflit avec la satisfaction des désirs d'autrui, puisque la satisfaction de l'individu représente une richesse pour l'harmonie de la communauté. Les conflits, qu'ils soient potentiels ou certains, sont vus comme des occasions d'échange et de croissance : l'expérience d'Urupia, et d'autres communautés, nous montre qu'il n'est pas toujours possible de tout résoudre, mais les difficultés nous aident à nous apercevoir de nos propres nuances, qui rentrent constamment en jeu dans nos relations, et constituent notre contexte social quotidien.

Que faire de la conscience acquise sera le choix de chacun, et nous croyons que le fait d'exercer depuis l'enfance la capacité d'agir activement avec son environnement – dans une juste proportion selon l'âge – est un exercice fondamental pour grandir avec la conscience de sa propre valeur et la capacité de la revendiquer dans le cas où elle serait menacée.

### À chacun selon ses désirs

La connaissance et l'apprentissage concernent, pour nous, aussi le domaine des désirs ; pour ce qui concerne les matières, l'approche sera personnalisée selon les désirs, les intérêts et les



nécessités de chacun, sans oublier l'importance d'une culture générale vaste et riche. Il faut cependant que ce savoir soit vécu, qu'il soit reconnaissable et qu'il n'ait pas hâte de se réaliser : ainsi seulement il pourra se réaliser et être efficace.

La commune dispose d'une terre, 25 hectares de campagne, avec toutes ses caractéristiques : nous ne serons donc pas obligées de « reproduire » les activités souvent proposées dans les organisations scolaires pour les rendre accessibles aux enfants qui, autrement, n'auraient pas la possibilité de les pratiquer. Les structures de la commune offrent déjà beaucoup de possibilités, y compris l'usage d'installations qui ont un impact environnemental limité, comme le photovoltaïque, le solaire thermique et la phytoépuration pour les eaux domestiques.

La vie en plein air est un de nos objectifs principaux, même dans l'enseignement de matières traditionnelles comme les mathématiques et l'italien.

L'école a ouvert ses portes en septembre ; pour le moment, neuf enfants font partie du groupe ; ils ont entre 3 et 9 ans, un seul est fils de la commune. Les espaces à notre disposition ont été restructurés grâce à un héritage reçu par un communard et grâce au soutien économique et manuel d'un grand nombre de camarades qui ont eu confiance dans le projet et ont décidé de nous soutenir concrètement.

Notre défi actuel est celui de la pérennité financière ; la disponibilité d'un lieu est déjà une garantie importante, mais reste encore à définir la question du remboursement pour les accompagnateurs et celle de la fourniture de quelques matériaux nécessaires à la vie de l'école : tant que les nombreuses expériences de pédagogie libertaire pourront compter seulement sur les énergies de quelques parents, la

condition financière des accompagnateurs sera toujours à la limite de la survie.

De la même manière, il sera essentiel de dégager la participation des enfants au projet de la contribution économique des familles : les temps sont durs, mais nous sommes convaincues que les pratiques solidaires peuvent être d'une grande aide, et que l'engagement personnel est une vraie opportunité, se transformant ensuite en patrimoine collectif.

L'expérience d'Urupia, et pas seulement, nous montre qu'un nombre toujours croissant de personnes se sont aperçues que tout espace de résistance, indépendamment de sa position géographique, représente une réalité gênante pour le système et peut être utile pour remettre en discussion et démonter une réalité d'abus et de privilèges d'une minorité aux dépens de la majorité. Et que cette situation devient de plus en plus intolérable. **T. V.**

### Appel à la solidarité

Les travaux de restructuration des espaces consacrés à l'école ont demandé à la commune un effort manuel et financier ; une grande partie de ce qui a été réalisé a eu le soutien des camarades qui croient en ce projet. Il reste encore beaucoup à faire : vous pouvez consulter notre blog ([urupia.wordpress.com](http://urupia.wordpress.com)) qui est mis à jour périodiquement ou bien, pour ceux qui voudraient nous aider financièrement, à travers notre compte courant à Associazione culturale Urupia IT53 NO76 0115 9000 0001 0415 727, comme motif « sostegno progetto educazione libertaria » (soutien projet éducation libertaire).

# De la folie très raisonnable

d'un ouvrier syndicaliste libertaire bavarois 2/2

## André Bernard

Cercle libertaire Jean-Barué  
de la Fédération anarchiste

### Une idée dormante

L'Histoire mondiale de l'anarchie de Gaetano Manfredonia<sup>1</sup> permettra d'élargir notre vision. Cet excellent bouquin, bien illustré et agréablement mis en pages, s'adresse sans doute aucun à un public élargi qui y trouvera ce que l'on doit connaître d'essentiel de l'histoire anarchiste ; cependant, le militant tant soit peu cultivé n'y apprendra pas grand-chose. L'auteur, historien, a choisi quant à lui ses entrées de la façon la plus objective et classique possible, même si on pourra s'étonner de voir untel cité et pas tel autre. Mais il fallait faire un choix.

Évidemment, nous ne pouvions nous attendre que la part faite à la violence anarchiste ne soit pas largement illustrée, et il faudrait un esprit sacrément saugrenu pour chercher dans ce livre la trace de l'idée de non-violence ; aussi pensons-nous que le lecteur moyen sortira de cette lecture avec l'idée partagée par tout un chacun que la violence va presque de soi chez les anarchistes. Mais ce que l'on doit savoir, c'est que – et cela n'est pas dit de façon claire –, depuis le début de cette histoire, un certain nombre d'auteurs libertaires ont fait une critique de la violence armée pour changer la société.

Dès les premières pages, Gaetano Manfredonia cite le théoricien anglais William Godwin (1756-1836) qui, parmi les tout premiers, va développer une pensée anarchiste du changement social et qui, à propos de la Révolution française, va se montrer critique du régime de la Terreur qu'elle installa ; il met en doute le bien-fondé des révolutions violentes car elles sont « le produit de la passion, non de la raison sérieuse et tranquille ». Et nous pourrions trouver dans l'œuvre de Godwin d'autres citations de ce genre.

Il est dit de Pierre-Joseph Proudhon qu'il était « loin de prêcher la guerre civile », mais plutôt

soucieux de convaincre de l'intérêt du mutualisme et du fédéralisme. Là encore, sur l'œuvre touffue de Pierre-Joseph, il faudrait se pencher, œuvre trop complexe et souvent critiquable en bien des points pour se prêter ici à des développements.

En revanche, l'Américain Josiah Warren, anarchiste individualiste, est caractérisé par le « refus de l'utilisation de la violence comme moyen pour changer la société ». Mais nous n'en saurons pas plus sinon qu'il publia en 1833 un périodique intitulé *The Peaceful Revolutionist* et qu'il inspira la mise en place de différentes communautés libertaires.

Quant aux militants de l'Association internationale des travailleurs (AIT), qui commence son développement en 1864, ils vont, écrit Manfredonia, « spontanément prendre leurs distances avec les solutions pacifiques [nous soulignons] et conciliantes de la question sociale qui ont prévalu jusque-là et promouvoir la formation de "sociétés de résistance" chargées de favoriser la réussite des grèves, en attendant que le salariat soit remplacé par la "fédération des producteurs libres" ». Il nous paraît que « résistance » et « grève » ne sont en rien contradictoires avec des comportements « pacifiques », mais il y a là une analyse qui nous déconcerte un peu par le sens donné aux mots.

On s'étonnera de voir cité quelqu'un de relativement inconnu : Plotino Rhodakanaty (vers 1828-?), d'origine grecque, disciple de Fourier et de Proudhon, qui arrive au Mexique en 1861 et y introduit un socialisme de tendance anti-autoritaire. C'est David Doillon qui, dans *Viva la social!*, précise que Rhodakanaty, opposé à une révolution armée, était partisan de la non-violence. Nous avons signalé dans une chronique que ce dernier terme nous paraissait inadéquat.

En consacrant une analyse à Élisée Reclus, Manfredonia nous dit que c'était « un insurrec-



tionnel convaincu que la force à l'encontre des oppresseurs est inévitable». L'emploi du mot «force» n'est pas inexact, mais il est imprécis; il prête à confusion parce qu'il y a d'autres forces que la violence. Mais c'est une imprécision qui revient à plusieurs reprises. Par exemple: «Tous les anarchistes, toutefois, ne sont pas des partisans de l'utilisation de la force»; «certains anarchistes répondent à leur tour par l'usage immodéré de la force», etc.

C'est Errico Malatesta (1853-1932) qui a écrit: «S'il fallait pour vaincre dresser des potences sur la place publique, je préférerais encore perdre.» Pour autant, il était partisan de l'insurrection mais en désaccord avec le recours aux attentats aveugles. Ce qui peut le caractériser, c'est son souci de cohérence entre la fin et les moyens.

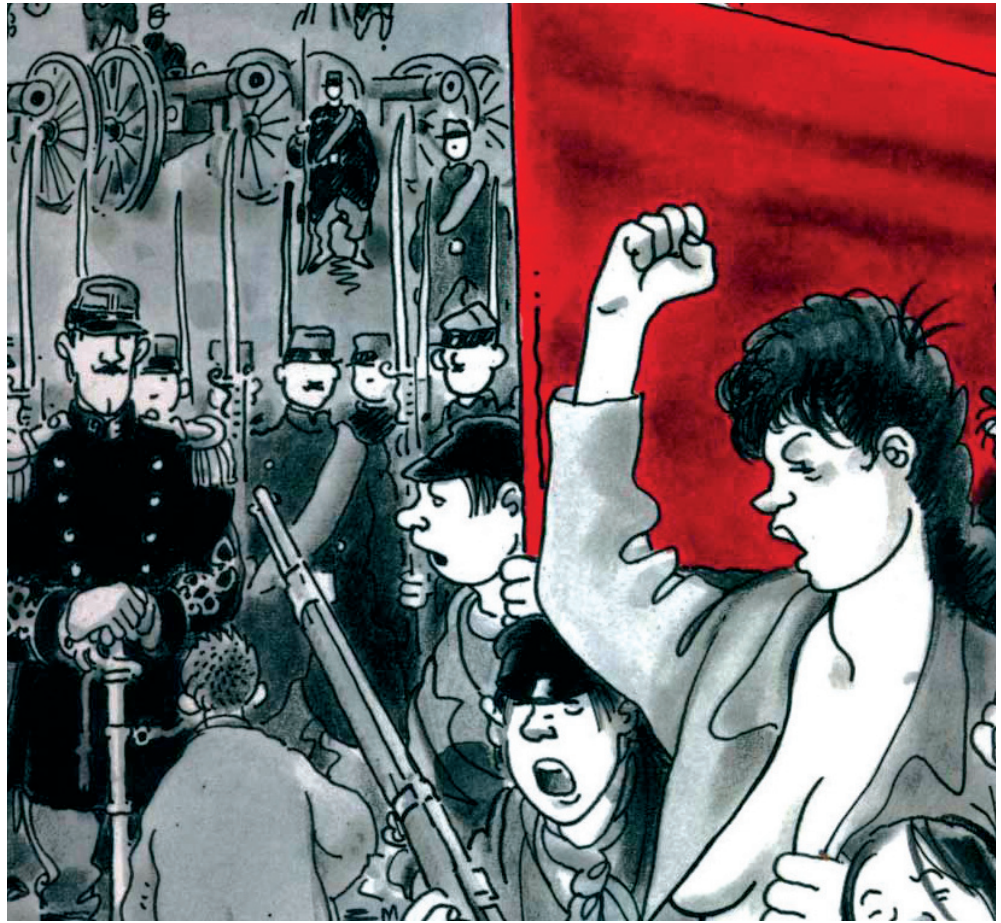
Bien sûr, il ne faut pas oublier Johann Most (1846-1906), un Allemand qui vivait aux États-Unis, qui écrivit *Science de la guerre révolutionnaire*, un petit guide concernant l'usage et la fabrication de la nitroglycérine et de la dynamite, mais qui ne soutint pas Alexandre Berkman qui tira plusieurs coups de feu sur un patron. Pour quelles raisons?

À propos de l'anarchisme en Angleterre, après 1895, quand l'auteur cite Rudolf Rocker qui y vivait, il est signalé que «l'opinion publique se [montrait] très critique vis-à-vis des actes terroristes de propagande par le fait qui se [produisaient] sur le continent» malgré la sympathie réelle de quelques personnalités marquantes.

Emma Goldman (1869-1940), Lituanienne vivant aux États-Unis, semblait douter de l'utilité des attentats. Elle était pourtant la compagne d'Alexandre Berkman au moment où ce dernier essaya de tuer Henry Clay Frick, riche industriel et patron casseur de grève. Ce qui caractérise surtout Emma Goldman, c'est une exigence de faire correspondre la fin désirée aux moyens employés pour y parvenir.

Mais c'est la personnalité de Voltairine de Cleyre (1866-1912) qu'il aurait fallu sans doute éclairer. Elle qui, après qu'un sénateur des États-Unis se fut proposé d'«offrir 1000 dollars pour tirer un coup de fusil sur un anarchiste», lui écrivit une lettre ouverte, donnant son nom et son adresse, en déclarant qu'elle se tenait prête à s'exposer comme cible... mais en présence de témoins, car elle était une anarchiste reconnue, et cela depuis l'âge de 14 ans.

Dans un texte intitulé «De l'action directe» (1912), extrait d'un ouvrage de Voltairine (*D'espoir et de raison, écrits d'une insoumise*, Lux éd.), le terme de «non-violence» est employé. Sans doute le traducteur a-t-il anticipé sur l'évolution du vocabulaire car, à l'époque, on employait plutôt des termes, d'ailleurs assez malheureux, de «passive résistance» ou de «non-résistance au mal». Il n'empêche, rien ne transparait de cela dans le texte de Manfredonia qui écrit: «L'anarchisme est un des rares mouvements politiques contemporains à estimer presque toujours [nous soulignons] inévitable l'utilisation de la violence pour réaliser ses



La Commune, par Tardi.

objectifs.» Mais il ajoute: «Qu'elle soit individuelle ou collective, la révolte, pour être légitime, doit savoir poser ses propres limites. La question de la cohérence entre la fin et les moyens joue donc un rôle central...»

Et écrit un peu plus loin, à propos de l'essor du syndicalisme d'action directe: «Des voix de plus en plus nombreuses vont alors se lever pour pousser les militants à abandonner une stratégie insurrectionnelle qui les menait dans une impasse.»

C'est alors qu'il est question de la notion de «grève générale», une idée et une pratique qui ne peuvent choquer en rien le plus puriste des non-violents. Notre auteur déclare que la grève générale «est conçue explicitement comme une alternative tant à la propagande par le fait, à caractère terroriste, qu'à l'insurrectionnalisme de type quarante-huitard».

C'est à propos des «milieux libres» et de La Cecilia qu'il note que «l'ordre actuel ne tardera pas à disparaître sans que l'on ait recours à la violence» «si les travailleurs apprennent qu'il est possible de se passer de la propriété privée».

Comment peut-on citer Julian Beck, Judith Malina, Paul Goodman, le mouvement Provo sans les associer à l'action non violente? Comment citer Hem Day (1902-1969) – qui «repren le fil de ses publications pacifistes» – sans dire son travail d'édition incessant de textes sur la non-violence? Comment ne pas dire que l'anarchiste David Graeber, récemment, a défendu la non-violence pendant les manifestations d'Occupy Wall Street?

Certes, il est avancé, en parlant de la Fraction armée rouge, que les anarchistes,

«pour la première fois de leur histoire, vont rejeter massivement la lutte armée qu'ils jugent inadaptée à la situation». Cela sans un mot du journal *Graswurzelrevolution*. Bien sûr, nous savons que tout le monde ne peut être cité; aussi, Pierre Ramus et Anselme Bellegarrigue ne figurent que dans l'index. L'un comme l'autre avaient pourtant des positions très claires en ce qui concerne l'inefficacité des révolutions armées.

Pouvait-il en être autrement? L'histoire anarchiste n'est-elle pas essentiellement une histoire de luttes violentes, de vaincus et d'exécutions? Et Ravachol et la bande à Bonnot ne sont-ils pas nettement plus vendeurs que les membres de la collectivité de La Cecilia?

Oui, sauf mauvaise lecture, la non-violence n'est jamais citée ou seulement sous le vague terme de «pacifisme». Faut-il en conclure quelque chose? Nous n'osons pas parler d'occultation, de gommage involontaire d'une idée en ne la nommant pas, à l'inverse de ce qui fit Proudhon avec le mot «anarchie». Mais sans doute faut-il être très sensibilisé, comme nous le sommes, à cette idée pour oser voir sa présence discrète et dormante tout au long de l'histoire de notre mouvement, et ce depuis le début avec William Godwin.

La violence est donc hégémonique, violence de l'État, violence du capitalisme et contre-violence des exploités et des dominés. La violence ouvrière et, plus particulièrement, la violence anarchiste s'expliquent sans peine, en France, d'abord comme une réponse à la



répression cruelle de l'État bourgeois républicain face aux revendications des prolétaires : 1848, la Commune de 1870 où fut décimé le mouvement ouvrier parisien, Montceau-les-Mines en 1882, Decazeville en 1886, Fourmies en 1891, etc., sont des dates parmi d'autres à retenir.

Dirions-nous que la violence est dans la « nature » de l'humanité ? Dirions-nous que cela participe d'une violence généralisée et, en ce qui nous concerne, d'une violence de la culture occidentale ?

Certes, toutes les violences ne se valent pas et certaines sont absolument inexcusables, comme la violence hitlérienne. C'est le problème que traite Enzo Traverso dans *La Violence nazie*<sup>2</sup>.

### La quintessence de la violence occidentale

Lorsque nous abordons la question de l'extrême droite, du fascisme, du nazisme, etc., c'est très rapidement une idée de violence et de violence extrême qui nous vient à l'esprit ; nous pensons, d'un côté, à l'extermination des Juifs et des Tziganes ; de l'autre, à l'éradication des Slaves ou à leur mise en esclavage par les Germains. Cependant, si Auschwitz semble marquer une rupture dans la civilisation, ce n'est pourtant que l'aboutissement d'une culture guerrière de la violence où la plupart des pays européens se sont illustrés. Certains ont avancé que la violence nazie – et aussi mussolinienne, quoique différente – était une réponse à la violence bolchevique qui a rempli les goulags de prisonniers rebelles, qui a pratiqué la treur et l'« extermination de classe » ; ce que certains ont nommé une « barbarie asiatique ». Sans doute, mais les hitlériens, tout en condamnant le « communisme », l'ont quand même pris pour modèle de répression tous azimuts.

À Auschwitz, quelque chose d'inédit aurait eu lieu, un événement d'une brutalité inimaginable et sans précédent, « en trois ans et demi, le nazisme effaçait une communauté inscrite dans l'histoire de l'Europe depuis deux millénaires » ; et si ce crime antisémite ne peut être analysé comme un détail de la Seconde Guerre mondiale, un tel événement restera incompréhensible si nous ne le replaçons pas dans la longue durée du temps qui passe et, en particulier, si nous négligeons notre histoire coloniale encore toute récente.

Le nazisme, avec le pangermanisme, a hérité de la culture allemande, certes, mais également d'une société européenne qui conjugait impérialisme, nationalisme, racisme et antisémitisme. Si l'antisémitisme peut être présent notamment dans les écrits de Luther, il n'est pas pour autant uniquement une « tare allemande » ; les pogromes étaient russes, l'affaire Dreyfus française, etc.

Par ailleurs, les massacres en nombre se répartissent équitablement entre toutes les nations, avec le génocide des Arméniens, avec les épurations ethniques en ex-Yougoslavie, avec le massacre des Tutsis, avec les massacres

perpétrés par les Khmers rouges, avec le massacre des Peaux-Rouges, avec le massacre des Algériens, etc. Il semblerait que tuer ses semblables soit plus facile qu'on ne le pense.

Il existe donc une culture ancienne de la violence qui est proprement occidentale. C'est ce que développe Enzo Traverso dans *La Violence nazie, une généalogie européenne* qui vient déconstruire une idée un peu trop simpliste qui voudrait exonérer nos nations dites « civilisées » de ses responsabilités.

### Si Auschwitz semble marquer une rupture dans la civilisation, ce n'est pourtant que l'aboutissement d'une culture guerrière de la violence où la plupart des pays européens se sont illustrés.

Pour Enzo Traverso, « l'ancrage profond du nazisme, de sa violence », serait à replacer « dans l'histoire de l'Occident, dans l'Europe du capitalisme industriel, du colonialisme, de l'impérialisme, de l'essor des sciences et des techniques modernes, dans l'Europe de l'eugénisme, du darwinisme social », jusque « dans les champs de bataille de la Première Guerre mondiale ».

Et il est à constater que nous avons un peu rapidement refoulé notre histoire impérialiste et coloniale qui décrétait loi naturelle le fait d'exterminer les peuples vaincus que nous envahissions. Oui, nous, les Européens, nous avons échafaudé des structures mentales racistes alliées à notre nationalisme conquérant ; et les violences coloniales ont été « une première mise en pratique des potentialités exterminatrices ».

Karl Korsch avait bien fait le rapprochement entre colonialisme et nazisme en écrivant en 1942 : « La nouveauté de la politique totalitaire réside dans le fait que les nazis ont étendu aux peuples "civilisés" d'Europe les méthodes réservées auparavant aux "autochtones" ou aux "sauvages" vivant en dehors de la soi-disant civilisation. »

### Lebensraum

La notion d'« espace vital » (*Lebensraum*) n'est pas une originalité nazie, bien qu'elle ait été forgée en 1901 par un géographe allemand. Si l'Angleterre, la France, le Portugal, l'Espagne, les Pays-Bas et d'autres ont pu étendre leur « civilisation » au-delà des mers, l'espace vital de l'Allemagne ne pouvait s'ouvrir, lui, que vers l'est, du côté des *Untermenschen* slaves, les sous-hommes russes ou polonais.

S'il y avait des sous-hommes d'un côté, il y avait des « races déclinantes » de l'autre qui capitulaient devant la domination des Européens. Un certain Dr Richard Lee pouvait déclarer devant le taux élevé de mortalité chez les Maoris : « Nous devons le regarder comme une illustration de l'humanité dans sa forme la plus rudimentaire où certains groupes reculent et disparaissent devant d'autres éclairés par l'intelligence et dotés d'une

supériorité intellectuelle. » Un autre, Ludwig Gumpłowicz, faisait remarquer que les Boers considéraient « les hommes de la jungle et les Hottentots » comme des « êtres qu'il est permis d'exterminer comme du gibier ». En 1904, un certain général allemand, von Trotha, donna un ordre d'« anéantissement » des Hereros de l'actuelle Namibie. Selon ce même général, c'était là une « guerre raciale », menée contre des « peuples déclinants ».

Ailleurs, la guerre moderne conduite contre les « indigènes » éthiopiens avait sa part de cruauté : nombre de photos montrent les soldats italiens s'exhibant avec les têtes coupées des résistants ; les fanatiques de Daesh n'ont rien inventé.

Alexis de Tocqueville pensait que les tribus indiennes américaines « ne possédaient pas » ce continent, mais l'« occupaient » provisoirement, attendant d'être remplacés par les Européens. C'était pour lui un modèle à appliquer à l'Algérie où la destruction des villages et le massacre des populations arabes n'étaient que des « nécessités fâcheuses ».

### Racisme de classe

Il faut ajouter, en Russie, l'extermination de la classe bourgeoise (essentiellement les koulaks, paysans propriétaires plus ou moins riches) par le bolchevisme. De son côté, le monde ouvrier n'échappa nullement à l'ostracisme de la bourgeoisie, à sa « racialisation » du conflit de classe. Classes laborieuses, classes dangereuses, classes inférieures, toutes portaient la marque du crime, de la maladie, de la folie, de la prostitution, de la saleté et de la révolte.

Ainsi le massacre des communards de 1871 fut-il approuvé sans honte par certains de nos meilleurs littérateurs ; c'était une sorte de nettoyage salubre, une désinfection du corps social, « une horrible nécessité ».

\*

Oui, il fallait un esprit particulièrement déraisonnable comme celui de Fritz Oerter pour avancer sa proposition de non-violence, et plus encore à l'époque où il le fit.

Rappelons cependant, pour ne pas le traiter de pur esprit, qu'il incluait le sabotage et la grève à sa non-violence. Il en faut moins que ça pour être accusé de terrorisme.

Cela dit, on nous opposera l'argument de l'inefficacité de la non-violence. Est-ce une « force » à l'instar de la violence ? On nous accusera d'angélisme...

En 2017, avec quels moyens lutterons-nous si nous voyons une chancelière française d'extrême droite accéder « démocratiquement » à la présidence de la République ? **A. B.**

1. Gaetano Manfredonia, *Histoire mondiale de l'anarchie*, éditions Textuel, 2014, 288 pages.

2. Enzo Traverso, *La Violence nazie, une généalogie européenne*, La Fabrique, 2009, 192 pages.



# Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. » **Inconnu**

## « Les députés, ces agents commerciaux »

À l'heure du recours au 49-3, des débats autour de la loi Macron, de la prétendue exemplarité des parlementaires, des demandes de levée d'immunité par la Justice, il nous a paru de bon ton de publier dans nos colonnes l'analyse que faisait de ces sinistres sires *L'Encyclopédie anarchiste* en 1934.

### L'Encyclopédie anarchiste

**DÉPUTÉ.** Celui qui est chargé d'une députation; qui remplit une mission au nom d'une nation ou d'un souverain.

Dans le langage courant, on désigne sous le nom de député le personnage chargé de représenter le peuple aux assemblées législatives. En France, il y a deux chambres législatives: la chambre des députés et le Sénat. On appelle députés ceux des membres qui siègent à la première et sénateurs ceux qui siègent à la seconde.

La chambre des députés se renouvelle tous les quatre ans; pour être éligible, il faut être Français et avoir 25 ans d'âge. Chaque département nomme autant de députés qu'il a de fois 75 000 habitants, il y a donc en France 626 députés dont 24 pour l'Alsace et la Lorraine. Les députés touchent un traitement de 45 000 francs par an, mais nous verrons plus loin que ce salaire n'est pas le plus clair de leurs ressources et que la place ne manque pas d'être avantageuse. La personne d'un député est inviolable. Aucun membre de l'une ou l'autre chambre législative, c'est-à-dire député ou sénateur, ne peut être poursuivi ou arrêté, en matière criminelle ou correctionnelle pendant la durée de la session parlementaire. Seule, l'Assemblée peut permettre les poursuites par la levée de l'immunité parlementaire, mais elle ne le fait que pour des raisons exceptionnelles et très rarement.

En vertu des lois démocratiques, chacun a le droit d'être député, il suffit, pour cela, ainsi que nous le disons plus haut, d'être Français et d'avoir 25 ans d'âge; il semblerait donc que le député est le fidèle représentant du peuple et qu'il défende, ainsi qu'il en est chargé, les intérêts de ses électeurs. Le peuple

a cette croyance naïve; et les batailles électorales sont chaudes et parfois violentes, lorsqu'il s'agit de réélire ou d'élire les candidats qui se présentent. La place est recherchée, cela se conçoit, et l'électeur naïf qui ne connaît de la politique que son côté superficiel se dispute, espérant que son candidat – qui ne peut être que le meilleur – triomphera des adversaires et qu'ainsi sortira victorieuse la politique qui lui paraît susceptible d'améliorer son sort. Pas une minute l'électeur ne suppose que le candidat puisse être un charlatan qui se moque de lui et se fiche de son bien-être et de sa liberté; pas une minute il ne doute de sa sincérité et de son dévouement. À ses yeux, son candidat est un être sublime qui se dévoue à une cause et qui sacrifie ses propres intérêts pour soutenir et défendre ceux de ses semblables, et l'électeur se prosterne devant tant d'abnégation.

Car, en effet, si l'on considère la façon dont le député se présente à l'électeur, il faut reconnaître que cette fonction est pour celui qui en est chargé une source d'ennuis et de tracas. Le député, avons-nous dit, est élu pour quatre ans et touche annuellement un salaire de 45 000 francs, ce qui fait pour une législature 180 000 francs. Cela peut paraître excessif, mais l'électeur s'est-il jamais posé cette question: à savoir combien coûte une élection? Probablement non; car l'électeur ne pénètre pas dans le fond de la politique et ne s'arrête qu'à la surface. Or, une élection est une bataille, et une bataille qui ne se livre pas à coup de fusils mais à coup de publicité, de propagande; et cette bataille coûte cher. Pour réussir dans sa tentative, le candidat doit s'attacher la presse, inonder les murs d'affiches, payer des propagandistes qui travaillent le

collège électoral, et cela ne se fait pas sans argent. Au bas mot, on peut dire que, de nos jours, une élection coûte au moins 100 000 francs. Faut-il encore les posséder, car celui qui ne peut répondre à toutes les exigences publicitaires peut être certain d'être submergé par ses adversaires et en conséquence arriver bon dernier. Il ne suffit donc pas, ainsi que cela semble, pour décrocher un mandat, d'être Français et d'avoir 25 ans d'âge, mais pour être juste il faut ajouter qu'il est indispensable de posséder 100 000 francs. Nous voyons donc que sur les 190 000 francs que touche un député, il ne lui en reste plus que 90 000, et encore nous supposons que le candidat fut élu, sinon il a purement et simplement perdu 100 000 francs. Et voilà pourquoi le peuple s'imagine que son député est un homme sincère et dévoué, car, aussi désintéressé soit-on, il est peu d'individus qui soient prêts à risquer 100 000 francs pour en gagner 90 000. Mais ce que le peuple ignore, c'est que la plupart des candidats sont patronnés par de grosses firmes industrielles et de grosses entreprises financières qui ont la faculté de jeter tout l'argent nécessaire dans la bataille, et que, une élection étant une bataille d'argent, lesdits candidats sortent toujours victorieux. Et de cette façon la finance et l'industrie ont à la chambre des députés leur représentant direct. Ce que le peuple ne veut pas comprendre, c'est que le député n'est pas un agent politique chargé de défendre ses intérêts, mais un agent commercial qui a une mission à remplir auprès des gouvernants et que cette mission consiste à arracher à l'État le plus possible en faveur des établissements qui l'ont placé là.

L'État est un gros acheteur; il dépense chaque année plusieurs milliards et chacun est avide de recevoir du gouvernement une commande. Qui, mieux qu'un député, est capable d'arracher un ordre ou de provoquer un achat? Qui, mieux qu'un député, surtout s'il est représentant d'une grande firme d'aviation, peut pousser le gouvernement à l'armement aérien? Il a l'air de remplir une œuvre patriotique et nationale, alors qu'en réalité il ne cherche qu'à remplir ses poches. Dans toutes les branches de la grosse industrie et de la haute finance il y a, à la chambre, des députés qu'on a surnommés les députés d'affaires et qui forment la majorité de l'Assemblée. S'il se trouve, par hasard, parmi ces hommes, une brebis qui ne soit pas galeuse, et qui ne veuille pas se laisser contaminer, elle est bien vite écrasée par l'entourage.

Faut-il voter une loi sociale, quelque chose qui puisse être avantageux à la classe opprimée? Immédiatement se dresse toute la clique de ces hommes de paille, qui, en chiens de garde de la bourgeoisie et du capital, s'élèvent contre les mesures envisagées, et la loi retourne dans les cartons poussiéreux des ministères, d'où elle ne sort plus jamais.

Voilà le rôle du député, qu'il remplit du



reste à merveille. Nous avons dit d'autre part que la démocratie était le dernier rempart de la bourgeoisie, le député en est le fidèle soldat, et c'est un soldat qui ne livre pas bataille franchement, loyalement, mais qui use de fourberie, de mensonges et de trahison.

Quel plus bel exemple peut-il être donné des qualités morales d'un député que les élections législatives de 1924 qui feront époque dans les annales de la démocratie? Deux ans à peine après les dites élections, les élus trahissaient leurs électeurs et fléchissaient le genou devant l'homme sur lequel pèse une grande part de responsabilité de la guerre de 1914. Combien d'exemples semblables pourrait-on citer à l'actif des députés! Et cela ne suffit pas au peuple.

Il y avait, dit J.-M. Guyau, une femme dont l'innocente folie était de se croire fiancée et à la veille de ses noces, le matin en s'éveillant, elle demandait une robe blanche, une couronne de mariée, et souriante, se parait. «C'est aujourd'hui qu'il va venir», disait-elle. Le soir la tristesse la prenait, après l'attente vaine; elle ôtait alors sa robe blanche. Mais le lendemain, avec l'aube, sa confiance revenait: «C'est pour aujourd'hui», disait-elle. Et elle passait sa vie dans cette certitude toujours déçue, et toujours vivace, n'ôtant que pour la remettre sa robe d'espérance.

Le peuple n'est-il pas atteint de cette même folie, plus dangereuse, hélas!, car ses espérances toujours déçues, perpétuent son esclavage et engendrent souvent des catastrophes? Il continue, malgré l'expérience du passé, à se laisser griser de mensonge, et après avoir été trompé par les blancs il se laisse tromper par les rouges, espérant encore et toujours trouver l'homme ou plutôt le Dieu qui l'arrachera à son sort misérable. Il ne veut pas comprendre que cet homme n'existe pas que personne ne peut le sortir de son esclavage et que «l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que du travailleur lui-même».

Il vote, espérant trouver là le salut. Tout ce que l'on peut dire a été dit sur le député et sur l'électeur, et nous ne pourrions mieux faire que de citer la conclusion du vigoureux pamphlet d'Octave Mirbeau à ce sujet.

«À quel sentiment baroque, à quelle mystérieuse suggestion peut bien obéir ce bipède pensant, doué d'une volonté à ce qu'on prétend, et qui s'en va, fier de son droit, assuré qu'il accomplit un devoir, déposer dans une boîte électorale quelconque un quelconque bulletin, peu importe le nom qu'il ait écrit dessus? Qu'est-ce qu'il doit bien se dire, en dedans de soi qui justifie ou seulement qui explique cet acte extravagant? Qu'est-ce qu'il espère? Car enfin, pour consentir à se donner des maîtres avides qui le jugent et qui l'assomment, il faut qu'il se dise qu'il espère quelque chose d'extraordinaire que nous ne soupçonnons pas. Il faut que par de puissantes déviations cérébrales, les idées de député correspondent en lui à des idées de science, de justice, de dévouement, de travail et de probité.

«Rien ne lui sert de leçon, ni les comédies les plus burlesques, ni les plus sinistres tragédies.

Voilà pourtant de longs siècles que le monde dure, que les sociétés se déroulent et se succèdent, pareilles les unes aux autres, qu'un fait unique domine toutes les histoires: la protection aux grands, l'écrasement aux petits. Il ne peut arriver à comprendre, qu'il n'a qu'une raison d'être historique, c'est de payer pour un tas de choses dont il ne jouira jamais et de mourir pour des combinaisons politiques qui ne le regardent point.

Que lui importe que ce soit Pierre ou Jean qui lui demande son argent et qui lui prenne sa vie, puisqu'il est obligé de se dépouiller de l'un et de donner l'autre? Eh bien non! Entre ses voleurs et ses bourreaux, il a des préférences, et il vote pour les plus rapaces et les plus féroces. Il a voté hier, il votera demain, il votera toujours. Les moutons vont à l'abattoir. Ils ne disent rien, eux, et ils n'espèrent rien. Mais du moins ils ne votent pas pour le boucher qui les tuera et pour le bourgeois qui les mangera. Plus bête que les bêtes, plus moutonnier que les moutons, l'électeur nomme son boucher et choisit son bourgeois. Il a fait des révolutions pour acquérir ce droit» (Octave Mirbeau, La Grève des électeurs).

Et il n'y a rien à ajouter.

*L'Encyclopédie anarchiste*



# Occuper Wall Street

**Le 8 janvier dernier**, Mark Bray, l'auteur du livre *Occupons Wall Street*, publié tout récemment aux éditions Noir et Rouge, venait présenter son livre au cinéma La Clé à Paris, avant de partir pour une tournée de conférences en Espagne. La soirée parisienne, qui avait lieu au lendemain des attentats du 7 janvier, fut, hélas, suivie par un public assez clairsemé après que les responsables des éditions eurent envisagé de la supprimer purement et simplement, les esprits de tous étant occupés à ce moment-là par les terribles événements en cours en France. Nous donnons ici le compte rendu de la présentation faite par Mark Bray de la version espagnole de son livre dans les locaux de la CNT de Valladolid, le 1<sup>er</sup> février dernier. Le livre a paru aux éditions Volapük, avec une préface du professeur Carlos Taibo, une des grandes figures intellectuelles de l'anarchisme ibérique, encore très peu connu en France.

En septembre 2011, un groupe de personnes se rassembla dans l'épicentre financier de Manhattan pour manifester son refus du système économique et politique nord-américain. Ce mouvement, qui fut baptisé du nom de « Occupy Wall Street », ne cessa de s'étendre et reçut le soutien de milliers de personnes non seulement à New York, mais aussi dans des centaines de villes des États-Unis. Mark Bray, un jeune homme originaire du New Jersey, fut l'une des nombreuses personnes qui se joignirent à ces mobilisations. Ce dimanche [1<sup>er</sup> février], il était de passage à Valladolid, et il en a profité pour relater son expérience et pour présenter le livre où il a fait l'histoire du mouvement new-yorkais de l'automne 2011.

Son ouvrage, qui vient d'être traduit en castillan par les bons soins de la maison d'édition Volapük, de Guadalajara, sous le titre *La Traducción de la Anarquía. El anarquismo en OccupyWall Street* (« Traduire l'anarchie. L'anarchisme au sein d'Occupy Wall Street »), recueille les témoignages de deux centaines de militants qui participèrent à cette mobilisation. « Je souhaitais connaître leurs perspectives politiques. En parlant avec eux, je me suis rendu compte qu'il y avait une forte présence anarchiste dans ce mouvement. De fait, 39 % des participants au mouvement OccupyWall Street de New York se revendiquaient explicitement de l'anarchisme. Une autre partie d'entre eux, 33 % environ, se réclamaient d'idées politiques proches, puisqu'ils s'affirmaient anticapitalistes, partisans de la démocratie directe et opposés à la hiérarchie », a expliqué Mark Bray dans le local de la CNT de Valladolid, où il avait été invité à une réunion qui put compter aussi sur l'appui de l'Athénée libertaire de Salamanque.

Le livre de Mark Bray est divisé en quatre chapitres : « De la confusion : Occupy et les médias » ; « "Le fléau d'Occupy Wall Street" : l'anarchisme et ce qui s'en rapproche » ; « Traduire l'anarchie » ; « Pourquoi nous avons



besoin d'une révolution, par-delà le "socialisme dans un seul parc" ». Mark Bray, qui participe aux groupes « Presse » et « Action directe » d'Occupy Wall Street, a écrit ce livre pour évoquer le sens de ces rassemblements, mais aussi pour dissiper les préjugés sur le mouvement anarchiste. « Aux États-Unis, il est stigmatisé. L'homme de la rue nous tient pour des fous pervers », a-t-il dit ce dimanche.

Cet ouvrage reprend également les principales critiques adressées au président Barack Obama, dont le fait de ne pas avoir fermé Guantánamo, la prolongation et l'intensification de la guerre en Afghanistan ou encore l'augmentation de l'usage de drones pour procéder à des bombardements au Pakistan, au Yémen ou en Somalie. La liste est complétée par d'autres critiques relatives à la participation militaire états-unienne en Libye, au Mali ou au Niger, à la poursuite des expulsions des sans-papiers ou à la négociation de nouveaux accords de libre-échange avec la Colombie, la Corée du Sud et le Panama.

Au cours de la présentation de ce dimanche, Mark Bray fit allusion à d'autres mobilisations comme celle de la place Tahrir en Égypte ou au mouvement dit du 15-M (le mouvement des indignés lancé le 15 mai 2011 à Madrid) et à son influence sur Occupy Wall Street. Il soutint aussi un long débat avec les auditeurs, lesquels l'interrogèrent en particulier sur son activité au sein du groupe « Presse » d'OWS. Il aborda aussi d'autres thèmes, comme le rôle joué par les femmes dans ce mouvement, ses points communs avec d'autres mobilisations surgies en Afrique du Nord ou en Europe, ou encore sur l'incidence du discours anarchiste dans la société nord-américaine. Il a parlé également de la répercussion d'OWS, un mouvement qui, après sa dissolution, a conti-

nué d'unir ses militants au sein d'autres groupes et d'autres luttes comme celles qui sont en cours aujourd'hui aux États-Unis contre le fracking [l'extraction du gaz de schiste par le moyen de la fracturation hydraulique de la roche], les expulsions ou les assassinats de Noirs par la police, des meurtres qui ont été à l'origine d'un mouvement appelé « Black Lives Matter » (« Les vies noires comptent »). Il lui resta même un peu de temps pour évoquer le rôle d'autres activistes au sein d'OWS, dont David Graeber, auteur des livres *Pour une anthropologie anarchiste* ; *Direct Action: An Ethnography* (non traduit en français) et *Dettes : 5 000 ans d'histoire*.

**Laura Fraile**

Article présenté et traduit par Miguel Ángel Parra

L'auteur : Mark Bray a participé à des manifestations antimondialisation, à des actions contre la guerre et en faveur des droits des étudiants et des immigrés. Actuellement, il milite dans une nouvelle organisation anarchiste, la Black Rose Anarchist Federation (la Fédération anarchiste de la rose noire) et il est affilié aux IWW (Industrial Workers of the World). Il est docteur en histoire européenne moderne et en histoire des femmes à l'université de Rutgers (New Jersey), où il rédige une thèse sur l'anarchisme espagnol du début du xx<sup>e</sup> siècle, les droits humains, la répression de l'État et les médias. Le 21 janvier dernier, après un passage par la France, Mark Bray est allé en Espagne pour présenter son livre à Barcelone, Granollers, Saragosse, Guadalajara, Madrid et Salamanque. Il devait rester en Espagne jusqu'au 9 février pour continuer de présenter son livre à Lugo, Saint-Jacques-de-Compostelle, Vigo et Orense.

# Ces Amériques anarchistes

**Michel Antony**

**VOICI UN BEL OUVRAGE** de près de 500 pages qui cherche à actualiser les connaissances sur les anarchismes américains. Il traite de presque toute l'Amérique, sauf le Canada, et trop peu l'Amérique centrale et insulaire. En traitant des deux Amériques, l'éclairage est plus riche, et sort des enfermements linguistiques. Il nous rappelle ainsi qu'il n'y a jamais eu de frontières totalement fermées entre l'aire latine et l'aire anglophone. Il suffit de rappeler le rôle des IWW et des anarchistes états-uniens aux côtés du magonisme; il suffit d'évoquer le riche mouvement des IWW au Chili... Dans toute l'Amérique, les frontières sont de vraies passoires, les intellectuels et les militants passant d'un lieu à un autre et y fomentent une culture commune.

Le livre offre diverses analyses, massivement centrées sur les faits culturels. Il faut rappeler que l'ouvrage collectif précédent (*Viva la social! Anarchistes et anarcho-syndicalistes en Amérique latine 1860-1930*, Nada-Noir et Rouge-Éditions libertaires, 2013) traitait surtout des aspects prolétaires et syndicalistes. *Amériques anarchistes* doit donc se lire comme un complément, pas comme un ouvrage à part. Le pluriel convient bien. L'Amérique a connu et présente aujourd'hui une variété considérable de mou-

vements et d'actions anti-autoritaires qui empruntent à diverses sources, et qui s'éloignent donc d'un anarchisme classique, qui lui-même n'a jamais été monolithique. L'anarchisme traditionnel européen, les courants religieux, les cultures autochtones, l'imaginaire américain, etc., forment un patchwork d'une grande richesse qui dépasse largement l'anarchisme au sens strict du terme.

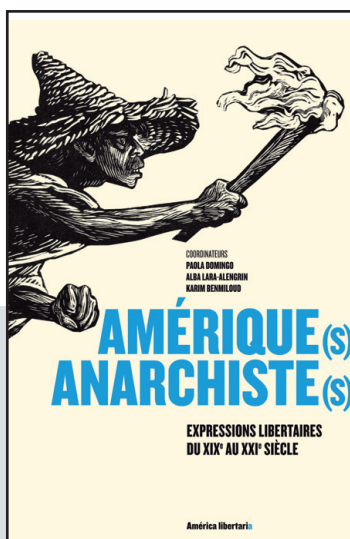
L'Amérique libertaire, au côté des engagements sociaux, s'exprime énormément par l'écrit et par le spectacle. La presse y atteint des niveaux qui dépassent ce que produit la vieille Europe hormis l'Espagne et un peu l'Italie, qui ont disposé de productions également abondantes avant l'essor des fascismes. Grâce à Isabelle Felici, et même si elle ne traite que de São Paulo, on se rappelle que l'immigration italienne est très dense au Brésil et que les anarchistes y implantent un nombre colossal de publications dans leur langue, celles-ci évoluant parfois vers le bilinguisme. Le Mexique du magoniste *Regeneración* (présenté par David Doillon), le Pérou de *Las Parias* dans lequel s'illustre Manuel González Prada, un des plus grands écrivains acrates d'Amérique du Sud (présenté par Isabelle Tauzin), ou la prestigieuse *La Protesta* argentine (présenté par Hélène Finet) illustrent le rôle majeur de ce continent pour la diffusion de l'Idée. Il aurait fallu rajouter quelques autres exemples, uruguayen (*Studi Sociali*) ou états-unien (*Fraye Arbeter Shtime*), pour marquer encore plus cette diversité. L'article sur *The Firebrand* (de Steven K. Smith) permet de montrer l'originalité de l'anarchisme états-unien qui évolue entre trois influences principales: l'anarchisme d'importation, la pensée libertaire individualiste autochtone et les mouvements religieux anti-autoritaires (ici le protestantisme).

Éducation intégrale, pensée naturiste, éducation rationaliste, etc., connaissent un fort développement aux Amériques. Les écoles dites modernes dans la tradition de Francisco Ferrer, les universités populaires, les athénées, les centres culturels et sociaux, les bibliothèques et maisons d'édition fleurissent partout. L'introducteur du fouriérisme et du proudhonisme au Mexique, le Grec Rhodakanaty (P.L. Abramson) y installe

une école étonnante dans le Chaco, dont la plupart de ses auditeurs et organisateurs se mêlent aux révoltes et organisations du premier anarchisme mexicain. Le Brésil est un des hauts lieux des tentatives pédagogiques rationalistes (Rodrigo Rosa Da Silva); l'héritage de Ferrer imprègne pratiquement tous les pays américains, j'ai recensé des écoles rationalistes dans une douzaine d'entre eux. Partout les libertaires, parfois dans la lignée de Fourier, misent sur l'expression artistique (Fortino Corral Rodríguez, Ronald Creagh) comme moyen d'autoformation et de propagande acrate. Le théâtre et le conte sont sans doute les formes les plus efficaces de diffusion entreprises par Ricardo Flores Magón (Adeline Chanais et Paola Domingo). La poésie est l'arme principale du Chilien José Domingo Gómez Rojas, mort si jeune sans doute des suites de tortures (Benoît Santini). La honteuse affaire Sacco & Vanzetti inspire de grands écrivains du nord, comme Upton Sinclair et John Dos Passos (Alice Béja).

Bien des libertaires, sans renier leur anti-autoritarisme, ont su s'inspirer de sources partagées, notamment religieuses, pour mettre en avant les aspects positifs des apôtres et martyrs de la cause, pour vivre une forme de vie simple et exemplaire, ou pour développer des idées plus ou moins chrétiennes favorables à la rébellion et hostiles à tous les marchands du temple. Joël Delhom fait ici une belle synthèse sur cette question, dans une analyse qui possède plus de recul et de rigueur critique que l'ensemble du livre de 2014 sur ce thème qu'il a récemment codirigé avec Daniel Attala, *Cuando los anarquistas citaban la Biblia. Entre mesianismo y propaganda*. Il y montre notamment que l'utilisation du fonds biblique ne veut pas dire allégeance aveugle aux principes religieux. Cet usage est souvent un bon moyen de mieux faire comprendre sa propre pensée en s'appuyant sur une culture commune. Enfin, les anarchistes ne se distinguent guère dans cette pratique de la plupart des mouvements occidentaux de réforme ou de révolution sociale.

La pensée libre ou acrate revit aujourd'hui. Les jeunes cassent les cadres figés en Colombie (Sergio Segura), les mouvements sociaux et indigènes ébranlent l'Amérique latine. Le Chiapas zapatiste, les communautés des *barrios* boliviens, les sans-



Collectif, *Amérique(s) anarchiste(s)*. Expressions libertaires du XIX<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle, Paris, Nada éditions & Éditions Noir et Rouge, 2014, 500 pages.





L'anarchiste Ricardo Flores Magón.

terre brésiliens, les usines récupérées argentine ou la Commune d'Oaxaca en 2006 (Laurent Aubague), etc., vivent l'anarchisme sans forcément le nommer et en lui redonnant d'autres significations qu'il conviendrait d'analyser davantage : assembléisme, horizontalisme, dispersion du pouvoir, mouvements réticulaires ou en rhizomes... Les romans récents savent également s'inspirer de faits historiques essentiels, comme en témoigne le renouveau des études sur la libertaire Mika Feldman, mieux connue comme Etchébéhere (Alba Lara-Alengrin) et célèbre dirigeante milicienne dans l'Espagne en révolution. La veine romanesque radicale et souvent utopique est un des traits puissants de la pensée acrate latino-américaine que ce livre n'aborde pas.

Mais attention, le radicalisme artistique peut dégénérer, ou donner des armes à des forces obscures qui n'ont plus rien de libertaire. Entre Amériques et Europe, la Hate Music renforce plus l'extrême droite que la pensée critique (Claude Chastagner).

Ce livre très dense est forcément incomplet, puisqu'à tout traiter, on ne peut que laisser des pans entiers dans l'ombre. J'esquisse quelques autres pistes possibles.

Par exemple l'anarchisme américain puise à plus de sources qu'on ne le pense. Il a connu une énorme influence venue d'Europe (théoriciens, militants, théma-

tiques propres, etc.). Mais il a su puiser dans des fonds autochtones d'une très grande vitalité, notamment l'organisation grémiale et anarcho-syndicaliste (objet du premier volume). L'ouvrage ne développe pas assez l'indigénisme (malgré les riches analyses sur la communauté indigène). Avant que les Mayas du Chiapas et les Zapotèques d'Oaxaca remettent la pensée acrate au premier plan, les Yaquis du Sonora et les Aymaras et Quechuas andins avaient déjà déblayé le terrain. Le Pérou est l'un de ces pays qui ravivent le mythe « communiste inca », et dans les mobilisations paysannes, les communautés indigènes sont souvent stimulées par les anarchistes au début du xx<sup>e</sup> siècle. La Protesta péruvienne fut même accusée de pratiquer « l'andinisation » de l'anarchisme... Dans ce monde andin, la tradition de l'ayllu, comme celle du *calpulli* dans l'aire méso-américaine, est aussi riche que celle du mir pour l'Europe orientale ; elle a inspiré maints libertaires.

L'anthropologie libertaire appliquée à l'Amérique surtout latine est également un thème gigantesque à traiter, le message d'Élisée Reclus, de Pierre Clastres, de Mose Bertoni ou d'Emmanuele Amodio ayant tellement marqué les analyses libertaires du dernier demi-siècle, sans compter le primitivisme d'un John Zerzan.

L'Amérique comme laboratoire (hier et aujourd'hui) sous forme de colonies,

milieux libres, communautés, collectifs, autogestions d'usines et de terres, etc., nécessiterait un ouvrage à part. En approfondissant les recherches de Pierre-Luc Abramson, j'ai recensé une soixante d'expériences communautaires libertaires pour la seule Amérique latine.

Si le protestantisme et le syncrétisme catholique sont cités ici ou là, c'est le tolstôisme qui vaudrait assurément aussi le détour, pas seulement pour les communautés notamment chiliennes qu'il a contribué à ossifier.

Enfin, autre piste possible, l'anarchisme américain a connu des débats très durs et des dérives autoritaires (l'anarcho-bolchevisme, l'anarcho-battlisme, l'anarcho-castrisme...) dont l'histoire globale reste à écrire. Les liens avec les différentes guérillas sont également rarement présentés. L'article sur la Colombie est à ce titre décevant : que disent les libertaires sur les Farc et autres guérillas par exemple ? Qui va rappeler le rôle des militaires et conseillers (Abraham Guillén) venus d'Espagne ? Qui va évoquer la participation anarchiste à la résistance dans le Rio de la Plata ? Qui va rappeler les aspects libertaires des débuts de la révolution cubaine ?

Bref, on attend avec joie le troisième ouvrage de la collection ; il y a de la matière et on espère une production aussi stimulante que les deux premières parties. **M. A.**

# Le Parfait **Enfant Fou**

Interview avec Pef, auteur-illustrateur



**Laurence Warot :** On sait que votre mère était institutrice, mais que faisait votre père ?

**Pef :** Mon père était aussi instituteur, mais il a très vite rejoint la troupe de Jean Vilar, où il est devenu metteur en scène de théâtre dans les années 1950. J'ai du coup été baigné très jeune dans cette atmosphère qui m'a donné l'amour des gens, l'amour de la sonorité des alexandrins.

**Laurence Warot :** Quelle sorte d'élève étiez-vous ?

**Pef :** Ma mère étant institutrice d'une classe unique, je me devais d'être dans les meilleurs. Quand j'ai quitté l'école communale pour aller au lycée, là, j'ai tout de même redoublé deux fois.

**Laurence Warot :** Quand vous étiez enfant, que lisiez-vous ?

**Pef :** À cette époque d'après-guerre, je lisais les albums du Père Castor. Beaucoup de livres étaient en noir et blanc, j'ai lu *Babar* en noir et blanc. Et puis, à l'âge de 14 ans, je m'achetais des livres de poche dont les couvertures, à cette époque, ressemblaient à des affiches de cinéma. J'ai lu Camus, Malraux,

Racine, dont je ne comprenais vraiment pas le sens des mots, mais dont j'aimais la musicalité des alexandrins. Tout mon argent de poche passait dans l'achat de livres, lesquels, à cette époque coûtaient 150 francs.

**Laurence Warot :** Vous dites, dans une vidéo que j'ai regardée sur Internet, que vous vous définissez comme PEF = Parfait Enfant Fou.

**Pef :** Les enfants aiment décliner mon nom, il y a aussi : Pélican Nu et Fragile par exemple. J'aime l'envers des possibles et j'ai une propension à refaire le monde. Les enfants me suivent avec bonheur quand il s'agit de jouer avec les mots, ils jubilent avec moi de mon style gai et débridé. Puis, en voyageant beaucoup, j'ai enlevé mon nez rouge. Quand je vais à la rencontre des enfants dans les écoles, je leur demande de sortir leur trousse et de prendre leur crayon à mine. Et je leur explique qu'à Djibouti un crayon comme le leur est un bien inestimable et que les Djiboutiens ne s'en servent que dans les grandes occasions pour ne pas l'user trop vite.

Et puis, foin de l'interview classique, je vous écris tout simplement ce que Pef a continué à me dire : « Un livre peut déborder des

pages, devenir subversif, si un enfant le ressent comme ça. Je travaille beaucoup avec Didier Daeninckx qui est un ami et dont j'ai illustré plusieurs livres dont *Les Trois secrets d'Alexandra* aux éditions Rue du monde. Ce qui me touche beaucoup, c'est qu'au fil des années et comme je peux être lu, dans une même famille, par les grands parents, les parents, les enfants et aussi les petits enfants, je suis devenu L'Ami de la famille. Et quand toute cette (ces) famille se réunit, elle oublie pour un temps les problèmes quotidiens et se fédèrent autour de mes livres. »

À la fin de cette interview, sortant moi aussi des sentiers battus, j'ai demandé à Pef, s'il serait d'accord pour venir passer une journée avec les jeunes dont les parents sont obligés d'aller au Secours populaire de La Ferté-sous-Jouarre en Seine-et-Marne, près de chez moi. Pef a accepté tout de suite.

Avec ses livres que je recevrai en service de presse, chaque jeune pourra repartir avec un livre neuf de Pef, avec, en prime, une dédicace nominative.

Pef est un magicien des mots et de la vie. Je tiens à écrire dans cet article que lorsque Pef recevra *Le Monde libertaire* avec cet article imprimé, je lui donne toute liberté de réponse au cas où j'aurais commis une erreur d'interprétation dans ce qu'il m'a dit.

Laurence Warot



# Le groupe **Salvador-Seguí** de la FA (Paris)

**CRÉÉ EN 2010**, le groupe Salvador-Seguí est présent en région parisienne, dans le Nord-Pas-de-Calais et en Basse-Normandie. Il est composé de militants, fédérés ou non à la Fédération anarchiste, souhaitant militer dans le cadre d'un groupe.

De tendance anarcho-syndicaliste, la plupart des militants du groupe sont – ou ont été – investis dans des activités syndicales, de la simple animation d'une section syndicale à la prise de mandats syndicaux sur leur lieu de travail et/ou dans leur organisation syndicale.

Bien que principalement composé de militants syndicalistes, et en accord avec les fondements théoriques et pratiques de l'anarcho-syndicalisme, le groupe juge indispensable – et c'est l'une des raisons de son existence – le maintien et le développement d'une activité anarchiste spécifique visant à diffuser les idées et les pratiques libertaires dans la société, à les débattre, à les questionner, voire à les repenser à la lumière du passé et, bien sûr, de l'actualité.

De même, le groupe juge nécessaire l'implication dans les luttes sociales du prolétariat s'exprimant en dehors du seul cadre du travail (pour le logement, pour la défense des sans-papiers, contre la prison, contre le sexisme, etc.), la révolution anarchiste impliquant une transformation sociale radicale et globale.

## Et concrètement, ça donne quoi ?

Concrètement, le groupe anarchiste Salvador-Seguí se réunit deux à trois fois par mois, voire plus quand les situations l'exigent. Les réunions sont le cadre principal où sont définies et choisies la plupart des activités du groupe. Pour l'instant, celles-ci s'articulent autour de trois axes :

– La participation effective aux manifestations et aux actions (soutien aux piquets de grève, collages, tractages, etc.) dont les revendications et les formes nous correspondent.

– L'organisation régulière de conférences-débats autour de l'actualité et/ou du projet de société anarchiste.

– L'édition de livres et de brochures anarchistes. Pour l'instant, sont disponibles, réunis en un volume, *L'ABC syndicaliste* de Georges Yvetot et *Le Sabotage* d'Émile Pouget.



– Un investissement dans la vie fédérale de la Fédération anarchiste, notamment à travers la prise de mandats fédéraux (pour l'année fédérale 2014-2015 : une militante fait partie du comité de rédaction du *Monde libertaire*, un militant est l'administrateur du *Monde libertaire* et une militante est la secrétaire aux relations extérieures de l'organisation).

L'adhésion au groupe se fait lors des réunions et se « matérialise » à travers le paiement mensuel d'une cotisation.

## Et Salvador Seguí, c'est qui ?

Né le 23 décembre 1886 à Tornabous (Espagne), Salvador Seguí Rubinat fut un des « leaders » de la Confédération nationale du travail (CNT – centrale anarcho-syndicaliste espagnole) dans les années 1920, en Catalogne. Il fut l'un des principaux responsables du développement de

l'organisation et sut mener avec habileté de nombreuses grèves à la victoire. Son engagement pour l'émancipation de la classe ouvrière lui valut d'être assassiné, le 10 mars 1923 à Barcelone, par les *pistoleros* du patronat. Loin de tomber dans le fétichisme ou le culte de la personnalité, le groupe anarchiste Salvador-Seguí a choisi ce nom comme un hommage à un militant important et souvent oublié de l'histoire. En outre, le groupe se retrouve pleinement dans sa conception d'un anarcho-syndicalisme pragmatique, en rupture avec un insurrectionnalisme permanent bien souvent déconnecté des réalités de la classe ouvrière.

Pour un monde débarrassé de l'exploitation capitaliste et de l'oppression étatique.

Groupe anarchiste Salvador-Seguí  
[www.salvador-segui.blogspot.fr](http://www.salvador-segui.blogspot.fr)

# RADIO LIBERTAIRE

## Jeudi 26 février

15:00 > 16:30 **Bibliomanie**. Hommage à Élisée Reclus. Nos invités : Isabelle Pivert, directrice des éditions du Sextant, et Christophe Brun.

## Vendredi 27 février

14:30 > 16:00 **Les oreilles libres**. Le saxophoniste Antoine Chessex nous a accordé un entretien lors du festival Akouphène de Genève, dans lequel il se produisait avec Monno.

## Dimanche 1<sup>er</sup> mars

10:00 > 12:00 **Un peu d'air frais**. La Journée internationale des femmes remonte au début du XX<sup>e</sup> siècle avec les luttes des ouvrières.

## Lundi 2 mars

16:00 > 18:00 **Trous Noirs**. Guillaume Goutte représentait la Fédération anarchiste au Festival mondial des résistances et des rébellions contre le capitalisme, organisé au Mexique par l'EZLN et le Congrès national indigène.

## Mardi 3 mars

18:00 > 19:30 **Pas de quartiers...** Assange, Snowden, Manning: un nouvel art de la révolte, avec Geoffroy de Lagasnerie.

## Mercredi 4 mars

18:30 > 20:30 **Femmes libres**. Femmes libres en chansons, c'est le 9 mars! — La 26<sup>e</sup> édition du Festival de film de femmes de Créteil sera consacrée aux « Semeuses » et aux « Réalisatrices équitables » du Québec.

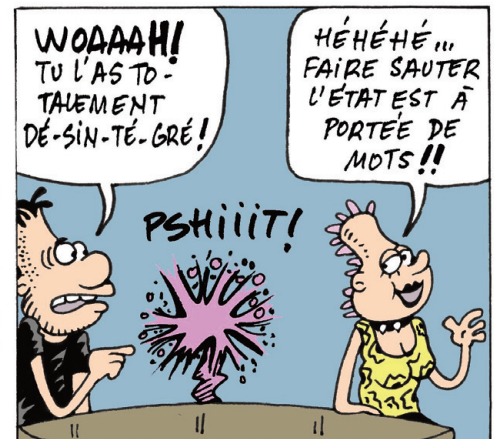
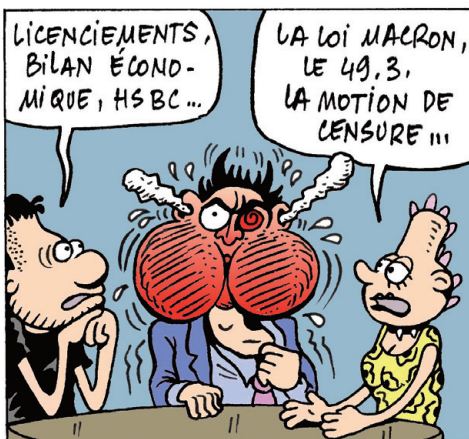
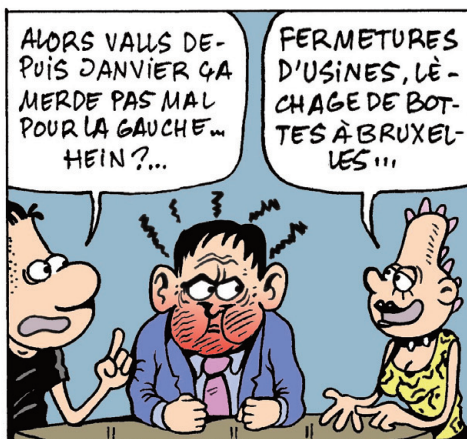


**BRISONS LES MURS  
QUI NOUS ENFERMENT !  
ABBATTIAMO I MURI  
QUE CI RINCHIUDONO !  
BREAK DOWN THE WALLS  
THAT ENCLOSE US !  
¡ ROMPAMOS LOS MUROS  
QUE NOS ENCIERRAN !**



**SOLIDARITE ★ SOLIDARITA ★ SOLIDARITY ★ SOLIDARIDAD**  
Internationale des Fédérations anarchistes <http://i-f-a.org/>

# PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA





# AGENDA

## Jeudi 26 février

### Chambéry (73)

19 heures. Soirée information et débat sur le TGV Lyon-Turin. État des lieux du projet et des luttes. Organisée par le Collectif No TAV Savoie. Espace Pierre Côt, Quai des Allobroges.

## Vendredi 27 février

### Paris XI<sup>e</sup>

19 heures. Rencontre et débat avec Désirée et Alain Frappier pour leur BD *Le Choix* (Editions La Ville brûle). Les années 1970 à 2014 sous l'angle de la conquête du droit des femmes à choisir de procréer ou non. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

## Samedi 28 février

### Paris XI<sup>e</sup>

16h30. Rencontre et débat avec Guillaume Davranche pour son livre *Trop jeunes pour mourir. Ouvriers et révolutionnaires face à la guerre, 1909-1914*. (Éditions Libertalia et L'Insomniaque). Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

## Vendredi 6 mars

### Limoges (87)

19 heures. Soirée poésie avec Yves Le Car. Un poète, conteur et jongleur de mots qui s'y entend pour parler de paix, de la vie, du temps et pour vous débarrasser de vos idées toutes faites. Organisée par le Cira-limousin (Centre international de recherches sur l'anarchisme), avec le soutien du Groupe limousin de l'Union pacifiste et de la Libre pensée 87. Salle de conférences de la BFM, 2, place Aimé Césaire, Limoges. Entrée libre.

### Paris XI<sup>e</sup>

19h30. Rencontre et débat avec Bernard Friot autour de son livre *Emanciper le travail* (Éditions La Dispute). Librairie du Monde liber-

taire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

## Samedi 7 mars

### Paris XI<sup>e</sup>

17h30. Festival Femmes de parole (s) avec Mots et Musiques. Concert avec Nathalie Solence et Claude Gaisne à la guitare. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

### Paris XVIII<sup>e</sup>

16 heures à 18 heures. L'École de La Rue. Une université populaire et libertaire dans le 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Cette semaine, enjeux de la théorie darwinienne de l'évolution, par Marc Silberstein. Bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette.

## Lundi 9 mars

### Paris XX<sup>e</sup>

20 heures. L'émission Femmes libres vous attend nombreuses et nombreux le lundi 9 mars la soirée Femme libre en chanson! Tarifs: 21 euros - 16 euros (chômeurs, Amis du Vingtième Théâtre, groupes de 10 et +) Réservation au 01 48 65 97 90 ou au 06 12 25 52 85 (groupes). Contact: Cristine Hudin, 06 12 25 52 85, édito. hudin@wanadoo.fr. Vingtième Théâtre, 7, rue des Plâtrières. (Métro Ménéilmontant ou Gambetta).

## Jeudi 12 mars

### Paris XI<sup>e</sup>

18h30. Vernissage de l'exposition Kronstadt 1921. Peintures d'Éric Savignac et textes de Dominique Guerin. A cette occasion Alexandre Skirda (qui a publié entre autre *Nestor Makhno le cosaque libertaire, Kronstadt 1921*) sera parmi nous pour une signature et nous présentera son film documentaire *Le commandant de Kronstadt parle*.

Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

## Samedi 14 mars

### Paris XI<sup>e</sup>

17h30. Festival Femmes de parole (s) avec Mots et Musiques. Concert: Annick Cisaruk chante Léo Ferré avec David Venitucci. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

### Rouen (76)

15 heures. Rencontre avec Justhom autour de son nouveau livre: *Madeleine Vernet (1878-1949) Houllmoise, pacifiste, éducatrice libertaire et féministe*. Librairie L'Insoumise 128 rue Saint-Hilaire. Entrée libre.

## Mercredi 18 mars

### Paris XI<sup>e</sup>

20 heures. Le ciné de la Commune vous propose la troisième partie du documentaire *Un autre futur consacré à l'histoire de l'anarcho-syndicalisme espagnol: Il n'y a plus de fous*. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

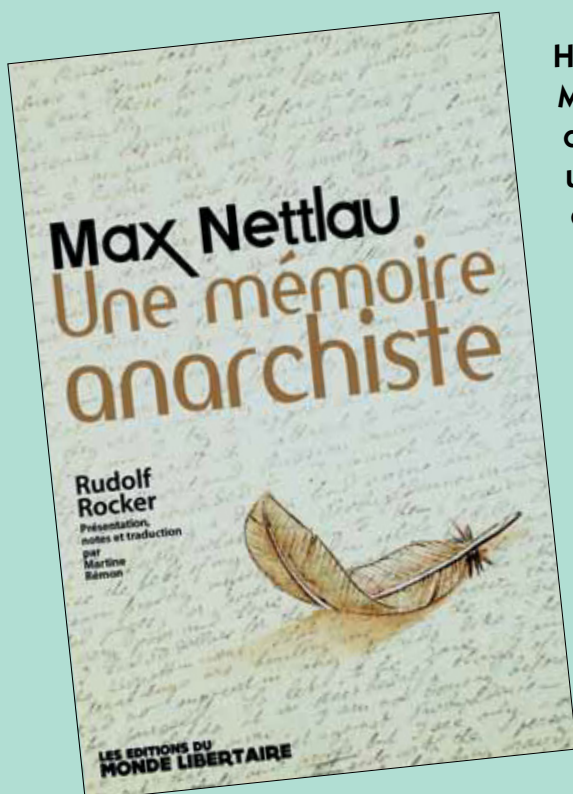
## Jeudi 19 mars

### Merlieux (02)

18h30 à 21 heures. Rencontre-débat à la Bibliothèque sociale avec l'écrivain Guy Marival autour de son ouvrage *La Chanson de Craonne* (Corsaire éditions, 2014). Cette chanson est la plus connue des chansons nées de la guerre. Mais que sait-on exactement de sa genèse et de son histoire? L'invité a mené l'enquête. Table de presse. Apéro dînatoire. Entrée libre et gratuite. Plus d'infos sur: kropotkine. cybertaria. org. Athénée libertaire. 8, rue de Fouquerolles.



## Dernières parutions des éditions du Monde libertaire



Historien, philologue, infatigable chercheur, Max Nettlau passa sa vie à préserver la mémoire de l'idéal anarchiste. Il l'étudia comme un naturaliste. Rudolf Rocker, ami très proche de Nettlau, écrit : « Peu de compagnons ont une idée réelle de la vie de cet homme hors du commun. Hormis Proudhon, personne dans tout le mouvement anarchiste n'a accompli un travail aussi considérable. » Cette monographie honore la mémoire d'un homme, et celle d'individus qui oeuvrèrent à l'édification d'une société anarchiste.

Format 14 x 21  
416 pages  
18 €



L'Association internationale des travailleurs est une organisation mythique dans le mouvement ouvrier et pourtant elle n'a duré que quatorze ans : créée en 1864, elle s'évapora littéralement dans la nature si on accepte la date de 1878. Elle dura six années de moins si on considère l'organisation sous le contrôle du Conseil général dirigé par Marx. *La Fin de la Première Internationale* est un travail de réflexion sur la vie et sur la fin de cette si extraordinaire et pourtant si imparfaite organisation internationale, sur les conflits qui l'ont secouée, sur les causes de sa disparition et sur le destin des courants qui y cohabitaient et s'y affrontaient. C'est une méditation sur la vie d'une organisation qui a effrayé les capitalistes et les États de son temps, qui a suscité des espoirs insensés chez les travailleurs.

Format 14 x 21  
392 pages  
16 €